

Avis de  
convocation  
Assemblée Mixte  
Générale Mixte  
29 avril 2022  
**Interparfums**



Message de Philippe Benacin Président-Directeur Général — 3
Participer à l'Assemblée Générale — 5
Ordre du jour — 12
Faits marquants de l'exercice 2021 — 15
Exposé sommaire de l'activité 2021 et chiffres clés — 16
Chiffres clés 2021 du Groupe — 18
Présentation du Conseil d'Administration — 20
Rapport du Conseil d'Administration — 27
Texte des résolutions — 48
Rapports des Commissaires aux Comptes — 59
Demande d'envoi de documents et de renseignements légaux — 71

**Avertissement**

Les modalités de tenue et de participation à l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2022 sont susceptibles d'être adaptées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

Dans ce contexte, la Société invite les actionnaires à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale sur son site Internet : [www.interparfums-finance.fr](http://www.interparfums-finance.fr) qui pourra être mis à jour afin de préciser, le cas échéant, les modalités de tenue et de participation à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale sera diffusée en direct sur le site Internet de la Société ([www.interparfums-finance.fr](http://www.interparfums-finance.fr)) et sera accessible en différé dans le délai prévu par la réglementation.

Dans le cadre de la relation entre la Société et ses actionnaires, la Société les invite fortement à privilégier la transmission de toutes leurs demandes et documents par voie électronique à l'adresse suivante : [relationsactionnaires@interparfums.fr](mailto:relationsactionnaires@interparfums.fr).

## Message de Philippe Benacin Président-Directeur Général

Madame, Monsieur, Cher(e) actionnaire,

L'année 2021, malgré un contexte sanitaire toujours compliqué, a été marquée par un chiffre d'affaires historiquement record pour la Société avec une croissance de 53 % par rapport à 2020 et de 16 % par rapport à 2019.

Parallèlement, l'année 2021 est aussi celle de la mise en place d'une démarche RSE et d'un modèle d'affaires associé au sein de votre Société.

Le Conseil d'Administration et moi-même en ma qualité de Président-Directeur Général de la Société Interparfums, avons le plaisir de vous convier à l'Assemblée Générale Mixte de la Société au :

**Pavillon Gabriel,  
5 Avenue Gabriel 75008 Paris  
Vendredi 29 avril 2022 à 14 heures**

Comme chaque année, l'Assemblée Générale est un moment privilégié d'informations, d'échanges et de dialogues sur les activités et les résultats de la Société. C'est aussi pour vous l'occasion de vous prononcer, par votre vote, sur les résolutions soumises à votre approbation et ainsi participer activement à la vie de la Société.

L'ordre du jour et les projets de résolutions sont détaillés dans cette présentation.

Nous souhaitons vivement que vous puissiez participer à cette Assemblée Générale annuelle soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance ou en donnant un pouvoir au Président ou à toute autre personne de votre choix habilitée à cet effet, soit par correspondance, soit par VOTACCESS.

Notre Assemblée sera intégralement diffusée en direct sur le site Internet Finance de la Société, le 29 avril 2022 à partir de 14 heures, puis disponible en différé.

Nous vous invitons à parcourir ce document, qui vous renseigne sur les modalités pratiques de participation à cette Assemblée Générale.

Vous pouvez également obtenir des informations complémentaires sur cette Assemblée Générale en vous consultant sur notre site Internet : <http://www.interparfums-finance.fr/assembleegenerale.php>, sur lequel sont mis en ligne l'essentiel des documents que nous tenons à votre disposition.

Nous vous remercions de votre fidélité et de votre confiance.



## Participer à l'Assemblée Générale

### Conditions préalables

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée.

Seuls seront admis à assister à l'Assemblée, à voter par correspondance ou par procuration, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **27 avril 2022 à zéro heure (heure de Paris)** :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société ;
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

### Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Vous disposez de quatre possibilités pour exercer vos droits d'actionnaires :

- assister personnellement à l'Assemblée avec votre carte d'admission ;
- voter par correspondance ou par Internet ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée ;
- donner pouvoir à toute autre personne de votre choix dans les conditions de l'article L.225-106 du Code de commerce (mandat à un tiers).

### Note importante

Nous vous rappelons qu'un actionnaire qui a exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

### Modalités et recommandations pratiques

L'accueil des actionnaires se fera à partir de **13h00** et la réunion débutera à **14h00**.

Pour faciliter le bon déroulement de la réunion, nous vous remercions :

- a) de vous présenter à l'avance à l'accueil, muni de la carte d'admission ou à défaut, de l'attestation de participation et d'une pièce d'identité, pour signer la feuille de présence ;
- b) de ne pénétrer dans la salle qu'avec le dossier de l'Assemblée et le boîtier de vote électronique, remis au moment de la signature de la feuille de présence ;
- c) de noter que la clôture des émargements des feuilles de présence aura lieu à **15h00**, afin de nous permettre de figer le quorum. Cependant, tout actionnaire se présentant après l'heure de clôture pourra néanmoins assister à l'Assemblée Générale, mais **NE POURRA PAS VOTER** ;
- d) de noter qu'il sera remis **UN SEUL CADEAU PAR ACTIONNAIRE MUNI D'UN BOITIER**, indépendamment du nombre de boîtiers électroniques en sa possession.





## Participer à l'Assemblée Générale : utilisation du formulaire de participation

### **Vous assistez personnellement à l'Assemblée Générale**

— **Vous êtes actionnaire au nominatif (pur ou administré) :**

- Cocher la case  **A** du formulaire de participation.

Datez et signez dans le cadre «Date et signature». Retournez le formulaire en utilisant l'enveloppe «T» jointe ou à l'adresse postale du :

CIC – Service Assemblées Générales  
6 avenue de Provence  
75452 Paris Cedex 09

ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr).

- Vous recevrez votre carte d'admission par courrier.

Si vous avez omis de faire parvenir votre formulaire au CIC, ou si vous n'avez pas reçu votre carte d'admission, vous pourrez vous présenter le jour de l'Assemblée, directement au guichet spécialement prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

— **Vous êtes actionnaire au porteur :**

- Il vous appartient de vous adresser à votre intermédiaire financier, (banque ou tout autre établissement gestionnaire de votre compte titres), pour lui demander une attestation de participation qu'il transmettra à CIC par voie postale à CIC – Service Assemblées Générales 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par voie électronique à [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr)

- Vous recevrez ensuite, par l'intermédiaire du CIC votre carte d'admission par courrier.

- Les attestations de participation doivent être réceptionnées par le CIC **trois jours calendaires précédant l'Assemblée**, soit le **26 avril 2022 (zéro heure)**.

Si vous n'avez pas reçu votre carte d'admission, votre intermédiaire financier pourra vous délivrer une attestation de participation qui vous permettra d'accéder à l'Assemblée Générale et vous pourrez vous présenter le jour de l'Assemblée, directement au guichet spécialement prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

### **Vous n'assistez pas personnellement à l'Assemblée Générale pour les actionnaires au nominatif ou au porteur :**

À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, vous pouvez choisir entre l'une des trois formules suivantes. Vous devez pour cela cocher une des cases B du formulaire :

**B1** Vous désirez voter par correspondance, cochez la case et suivez les instructions.

**B2** Vous désirez donner pouvoir au Président de l'Assemblée, cochez la case.

**B3** Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée, cochez la case et inscrivez les coordonnées complètes de cette personne <sup>(1)</sup>.

**Attention ! En aucun cas ce formulaire ne doit être retourné à Interparfums.**

Quel que soit votre choix pour participer à l'Assemblée Générale et pour que ce formulaire soit pris en considération, il doit :

- être daté, signé et complété de vos nom, prénom(s) et adresse s'ils n'y figurent pas ;
- être reçu **au plus tard le 26 avril 2022 à minuit**, par le CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 (enveloppe «T» jointe) ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr).

(1) Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, il est possible de révoquer un mandataire préalablement désigné. Voir le paragraphe «Désignation et révocation de mandat pour l'Assemblée» du présent document pour plus d'informations.

# Participer à l'Assemblée Générale : utilisation du formulaire de participation

Vous assistez  
personnellement  
à l'Assemblée  
Générale,  
cochez ici

Vous désirez  
voter par  
correspondance,  
cochez ici et suivez  
les instructions

Vous désirez  
donner pouvoir  
au Président  
de l'Assemblée,  
cochez la case

Vous désirez donner pouvoir  
à une personne dénommée,  
cochez la case et inscrivez  
les coordonnées complètes  
de cette personne

A

B1

B2

B3

**Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side**  
**Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci [ ] ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this [ ], date and sign at the bottom of the form**

JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form

**interparfums**

Société anonyme au capital de 171.561.747 €  
Siège social :  
10 rue de Solferino 75007 PARIS  
350 219 382 RCS Paris

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
29 AVRIL 2022 A 14H00**

Pavillon Gabriel, 5 Avenue Gabriel 75008 Paris  
**Combined General Meeting Shareholders  
April 29, 2022 at 2.00 pm**  
Pavillon Gabriel, 5 Avenue Gabriel 75008 Paris

**CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY**

Identifiant - Account Vote simple  
Single vote

Nombre d'actions / Number of shares Nominal / Registered Vote double  
Double vote

Porteur / Bearer Nombre de voix - Number of voting rights

**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
Cl. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directeur ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noirissant comme ceci [ ] l'une des cases "Non" ou "Abstention". / I vote **YES** all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this [ ], for which I vote No or I abstain.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		A	B
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		C	D
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30		E	F
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40		G	H
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50		J	K
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote **NON** sauf si je signale un autre choix en noirissant la case correspondante.  
 In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale. / I appoint the Chairman of the general meeting.

- Je m'abstiens. / I abstain from voting.

- Je donne procuration (cf. au verso verso (4) à M. Mlle, M. Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noirissant la case correspondante à mon choix.  
 On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.

**JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
Cl. au verso (3)

**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**  
See reverse (3)

**JE DONNE POUVOIR À :** Cl. au verso (4) pour me représenter à l'Assemblée  
**I HEREBY APPOINT :** See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting  
 M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

**ATTENTION :** Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.  
**CAUTION:** As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cl. au verso (1)  
 Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

Date & Signature

à la banque / to the bank: 26 avril 2022 inclus / April 26, 2022 included  
 à la société / to the company: **CIC - Service Assemblées - 6, avenue de Provence 75009 Paris**  
 ou par e-mail : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr)

\* Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'Assemblée générale.  
 \* If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting

**QUEL QUE SOIT  
VOTRE CHOIX, DATEZ  
ET SIGNEZ ICI**

Inscrivez ici vos nom,  
prénom(s) et adresse  
ou vérifiez-les s'ils  
y figurent déjà

## Participer à l'Assemblée Générale : participation par Internet

- **Pour les actionnaires au nominatif** : Les titulaires d'actions au nominatif pur ou administré qui souhaitent demander une carte d'admission, voter ou donner un pouvoir par Internet accéderont au site VOTACCESS via le site dont l'adresse est la suivante : <https://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>.

Les actionnaires au nominatif pur pourront se connecter avec leurs identifiants habituels indiqués sur le relevé de portefeuille.

Les titulaires d'actions au nominatif administré recevront un courrier indiquant leur identifiant et leur mot de passe. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou de son mot de passe, il peut contacter le numéro de téléphone suivant mis à sa disposition : +33 1 53 48 80 10.

Après s'être connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou donner un pouvoir.

- **Pour les actionnaires au porteur** : Il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Interparfums et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission, voter ou donner un pouvoir.

Le site VOTACCESS sera ouvert **du 8 avril 2022 au 28 avril 2022 15 heures, heure de Paris**.

La possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin la veille de la réunion, soit le **28 avril 2022 à 15 heures, heure de Paris**.

Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour voter.

## Désignation et révocation de mandat pour l'Assemblée

L'article R.225-79 du Code de commerce ouvre le droit à la révocation d'un mandataire préalablement désigné. Le mandat donné pour une Assemblée est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

### Par voie postale

Le mandant doit faire parvenir au CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 un courrier indiquant le nom de la Société et la date d'Assemblée, nom, prénom, adresse et numéro de compte courant nominatif (ou références bancaires si l'actionnaire est au porteur) du mandant, le cas échéant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.

S'il est au porteur, l'actionnaire devra de plus obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite au CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09.

Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie postale devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée, soit au plus tard le **26 avril 2022 à minuit**.

### Par voie électronique

- **pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif pur** : l'actionnaire devra envoyer un email revêtu d'une signature électronique obtenue auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) en précisant le nom de

l'émetteur concerné, la date de l'Assemblée Générale, les nom, prénom usuel, domicile et numéro de compte courant nominatif du mandant auprès du CIC ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire ;

- **pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur ou au nominalif administré** : l'actionnaire devra envoyer un email revêtu d'une signature électronique obtenue par ses soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) en précisant le nom de l'émetteur concerné, la date de l'Assemblée Générale, ses nom, prénom usuel, domicile et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire.

L'actionnaire devra obligatoirement demander à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite à CIC Services Assemblées Générales, 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09 ou par mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr).

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'Assemblée Générale, **le 28 avril 2022 à 15 heures (heure de Paris)**.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

#### **Avertissement : traitement des abstentions**

La loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 a modifié les règles applicables au calcul des voix exprimées en Assemblées Générales d'actionnaires : alors que les abstentions étaient auparavant considérées comme des votes négatifs, lors de la prochaine Assemblée, celles-ci sont désormais exclues des votes exprimés et ne sont ainsi plus prises en compte

dans la base de calcul de la majorité requise pour l'adoption des résolutions. Les formulaires de vote à distance ont en conséquence été modifiés afin de permettre à l'actionnaire d'exprimer de manière distincte un vote négatif ou une abstention sur les différentes résolutions soumises à l'Assemblée.

#### **Pour toute information, n'hésitez pas à :**

- Contacter le service Assemblées  
CIC Océane Harimanitra  
Tél. : 01 53 48 81 07  
E-mail : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr)  
CIC Service Assemblées Générales  
6 avenue de Provence  
75009 Paris
- Consulter notre site Internet :  
[www.interparfums-finance.fr](http://www.interparfums-finance.fr)
- Contacter le service actionnaire  
Interparfums,  
du lundi au vendredi de 9h à 18h  
au n° vert 0 800 47 47 47  
Depuis l'international +33 (0)1 53 77 00 99
- Nous écrire : Interparfums,  
Relations actionnaires, Karine MARTY,  
10 rue de Solférino  
75007 Paris  
ou [relationsactionnaires@interparfums.fr](mailto:relationsactionnaires@interparfums.fr)

#### **À RETENIR**

##### **Demande de carte d'admission**

Date limite de réception des documents :  
**mardi 26 avril 2022 (zéro heure, heure de Paris)**

Vote par correspondance –  
Date limite de réception des documents :  
**mardi 26 avril 2022 (zéro heure, heure de Paris)**

##### **Vote par procuration**

Date limite de réception des documents :  
**mardi 26 avril 2022 (zéro heure, heure de Paris)**

##### **Ouverture du site VOTACCESS**

**Du 8 avril 2022 au 28 avril 2022 (15 heures, heure de Paris)**

FEATURING MADDIE ZIEGLER

kate spade  
NEW YORK  
THE NEW FRAGRANCE



## Ordre du jour

### À caractère ordinaire

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 – Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021;
3. Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende ;
4. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et approbation de ces conventions ;
5. Nomination de Madame Constance Benqué en qualité d'administratrice en adjonction aux membres en fonction ;
6. Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur Général et/ou de tout autre dirigeant mandataire social ;
7. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
8. Approbation des informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce ;
9. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Philippe Benacin, Président-Directeur Général ;
10. Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond, suspension en période d'offre publique ;
11. Ratification du transfert de siège social du 4 rond-point des Champs-Élysées 75008 Paris au 10 rue de Solférino 75007 Paris.

### À caractère extraordinaire

12. Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'annuler les actions propres détenues par la Société notamment celles rachetées dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, durée de l'autorisation, plafond, suspension en période d'offre publique ;
13. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe), et/ou à des titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, faculté d'offrir au public les titres non souscrits, suspension en période d'offre publique ;
14. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au I de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier), et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, faculté de limiter au montant des souscriptions ou de répartir les titres non souscrits, suspension en période d'offre publique ;
15. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au I de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, faculté de limiter au montant des souscriptions ou de répartir les titres non souscrits, suspension en période d'offre publique ;
16. Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10 % du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée ;

17. Autorisation d'augmenter le montant des émissions ;
18. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L.3332-21 du code du travail ;
19. Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> résolutions de la présente Assemblée ;
20. Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des Sociétés ou groupements d'intérêt économique liés, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, durée de l'autorisation, plafond, prix d'exercice, durée maximale de l'option ;
21. Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des Sociétés ou groupements d'intérêt économique liés, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, durée de l'autorisation, plafond, durée des périodes d'acquisition notamment en cas d'invalidité et le cas échéant de conservation ;
22. Pouvoirs pour les formalités.

MONTBLANC



# EXPLORER

## ULTRA BLUE

THE NEW FRAGRANCE FOR MEN





## Faits marquants de l'exercice 2021

### Janvier

— Lancement de la ligne *I Want Choo* de Jimmy Choo  
*I Want Choo*, 4<sup>e</sup> ligne de parfum de la marque, est une Eau de Parfum florale orientale intense aux accents sensuels.

— Lancement de la ligne *Kate Spade New York*

Rayonnante de joie, de confiance et d'optimisme, la femme *Kate Spade New York*, première initiative Interparfums, est à l'image de l'univers enthousiaste et pétillant du label de mode américain.

### Février

— Lancement d'*Orchid Leather* de la *Collection Extraordinaire* de Van Cleef & Arpels  
 Nommée en hommage à l'orchidée précieuse dont la gousse de vanille est le fruit, *Orchid Leather* invite à un voyage imaginaire. Cette nouvelle fragrance vient étoffer la *Collection Extraordinaire* lancée depuis plusieurs années.

### Mars

— Lancement de la ligne *Rochas Girl*  
*Girl* est le parfum d'une nouvelle génération consciente et attentive à son bien-être. *Girl* se présente comme un produit à faible impact environnemental, avec une formule vegan composée à 90% d'ingrédients naturels, fabriqué en France à base de verre et plastiques recyclés.

### Avril

— Acquisition du futur siège social  
 Mi avril, Interparfums a acquis son futur siège social situé au 10 rue de Solférino Paris 7<sup>e</sup>.

— Lancement de la ligne *Montblanc Explorer Ultra Blue*  
 L'esprit *Montblanc Explorer Ultra Blue* est un irrésistible esprit d'aventure et d'exploration qui invite à voyager dans la palette des bleus de la nature : du ciel aux lacs, en passant par les glaciers. Cette nouvelle ligne vient ainsi étoffer la ligne principale *Montblanc Explorer* lancée début 2019.

— Lancement de *Cuir de Venise* dans la collection Boucheron  
 Boucheron dévoile une nouvelle création : *Cuir de Venise*, un boisé chaud et enveloppant.

— Lancement d'un nouveau duo *Places by Karl* de Karl Lagerfeld  
 Avec *Tokyo – Shibuya* (eau de parfum pour femme) et *Hamburg – Alster* (eau de parfum pour homme) l'odyssée se prolonge entre une métropole futuriste et le berceau de l'enfance où tout a commencé.

### Mai

— Dividende  
 Afin de compenser partiellement l'absence de dividende 2020 (au titre de l'année 2019), la Société a décidé d'un effort significatif en 2021 (au titre de l'année 2020), en versant un dividende de 0,55 € par action représentant près de 95% du résultat de l'année écoulée.

### Juin

— Fin de l'éligibilité au PEA-PME  
 Compte tenu de l'évolution de sa capitalisation boursière, Interparfums a annoncé la fin d'éligibilité à ce dispositif.

— Lancement de *Coach Dream Sunset*  
 Après la ligne *Coach Dreams* lancée début 2020, la ligne *Coach Dream Sunset* évoque une atmosphère envoûtante, l'effervescence de l'aventure et l'émotion des souvenirs et la magie des possibilités qui se profilent.

— Nouvelle attribution gratuite d'actions  
 La Société a procédé à sa 22<sup>e</sup> attribution gratuite d'actions, à raison d'une action nouvelle pour dix actions détenues.

### Septembre

— Lancement des *Fleurs de Lanvin*  
 Une histoire, trois bouquets... Lanvin cultive sa propre histoire en écrivant cette saga contemporaine éveillant les sens et convoquant les émotions. On s'y attache, elle nous réjouit.

### Octobre

— Pré-lancement des parfums *Moncler pour Femme* et *Moncler pour Homme*  
 Deux parfums qui proposent une véritable expédition des sens.

*Moncler pour Femme* : la composition s'ouvre sur la sensation vive et éclatante de l'accord « Powdery Snow », qui évoque la beauté évanescence de la neige fraîchement tombée.

*Moncler pour Homme* : capturant la beauté naturelle vibrante d'une forêt alpine, cette fragrance enveloppante contient une overdose sans précédent de notes boisées.

## Exposé sommaire de l'activité 2021 et chiffres clés

### Évolution de l'activité de la Société en 2021

En 2021, Interparfums a réalisé une année record avec un chiffre d'affaires de 560,8 millions d'euros, en hausse de 52,7% par rapport à 2020 et surtout de 15,8% par rapport à 2019, et ce, en dépit de tensions importantes durant le second semestre 2021 sur la chaîne d'approvisionnement.

Cette excellente performance reflète une demande soutenue tant sur les lignes majeures du portefeuille que sur les nouveautés, notamment sur les lignes *Jimmy Choo I Want Choo*, *Montblanc Explorer Ultra Blue* et *Coach Dreams Sunset*.

### Évolution par marque

En millions d'euros et en % du chiffre d'affaires	2017	2018	2019	2020	2021
Montblanc	112,2 26,59 %	108,8 23,90 %	140,7 29,05 %	100,0 27,21 %	142,3 25,38 %
Jimmy Choo	96,2 22,80 %	99,6 21,88 %	103,5 21,37 %	73,8 20,09 %	131,0 23,35 %
Coach	50,9 12,06 %	84,4 18,54 %	86,5 17,86 %	81,1 22,07 %	115,6 20,62 %
Lanvin	57,5 13,63 %	59,0 12,96 %	52,1 10,76 %	32,9 8,97 %	52,4 9,34 %
Rochas	38,5 9,12 %	34,1 7,49 %	34,5 7,12 %	29,7 8,08 %	35,3 6,30 %
Van Cleef & Arpels	17,2 4,08 %	13,6 2,99 %	15,3 3,16 %	10,4 2,83 %	18,3 3,27 %
Karl Lagerfeld	8,8 2,09 %	12,6 2,77 %	14,0 2,89 %	11,4 3,11 %	16,9 3,02 %
Boucheron	18,4 4,36 %	19,4 4,26 %	18,3 3,78 %	12,0 3,27 %	15,4 2,75 %
Kate Spade (4 mois d'activité en 2020)	- -	- -	- -	2,7 0,73 %	13,6 2,43 %
Moncler (3 mois d'activités en 2021)	- -	- -	- -	- -	4,9 0,87 %
<b>Principales marques</b>	<b>399,7</b>	<b>431,5</b>	<b>464,9</b>	<b>354,0</b>	<b>545,7</b>
Autres marques	22,3	23,8	19,5	13,4	15,1
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>422,0</b>	<b>455,3</b>	<b>484,4</b>	<b>367,4</b>	<b>560,8</b>

Soutenus par le lancement de la ligne *Montblanc Explorer Ultra Blue* au printemps dernier, les parfums Montblanc ont retrouvé le volume d'activité de 2019, année de forte croissance due au lancement de la ligne *Montblanc Explorer*.

Avec un chiffre d'affaires record de 131 millions d'euros en 2021, les parfums Jimmy Choo affichent une croissance de 27% par rapport à 2019 grâce à une activité plus normative sur les lignes historiques et au franc succès, notamment aux États-Unis, de la ligne *I Want Choo* lancée en début d'année.

Les parfums Coach affichent également une activité record, avec un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros en 2021, en hausse de 34 % par rapport à 2019, bénéficiant non seulement de la solidité de la première ligne *Coach* mais également de la mise sur le marché, en 2020 et 2021, de plusieurs olfactions sur la seconde ligne *Coach Dreams*.

Les parfums Lanvin retrouvent les niveaux d'activité des années précédentes grâce au rebond de la ligne *Éclat d'Arpège*, ligne majeure de la marque, en Asie et en Europe de l'Est.

Avec un chiffre d'affaires de 35 millions d'euros, les parfums Rochas bénéficient de l'arrivée sur certains pays de la ligne *Rochas Girl*, ligne à faible impact environnemental et éco-responsable.

### Évolution par zone géographique

En millions d'euros	2020	2021
Afrique	4,3	4,9
Amérique du Nord	126,0	224,8
Amérique du Sud	25,7	42,2
Asie	52,0	78,1
Europe de l'Est	25,6	47,8
Europe de l'Ouest	67,7	90,9
France	31,8	35,7
Moyen-Orient	34,2	36,4
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>367,4</b>	<b>560,8</b>

Les évolutions par zone géographique sont contrastées :

L'Amérique du Nord affiche une progression remarquable, de plus de 48 % par rapport à 2019. Aux États-Unis, dans un marché des parfums et cosmétiques très porteur, en croissance de 43%<sup>(1)</sup> par rapport à 2019, Interparfums réalise une performance exceptionnelle avec une hausse des ventes de 58 % en devise locale grâce à une activité soutenue sur les principales lignes du portefeuille et au succès, nettement supérieur aux attentes, de la ligne *I Want Choo*.

Grâce aux parfums Coach et à la *Collection Extraordinaire* de Van Cleef & Arpels, l'Asie enregistre une activité dynamique sur plusieurs pays, en particulier sur la Chine où les ventes de parfums ont été multipliées par 3 par rapport à 2019.

La percée des parfums Coach et la croissance des parfums Montblanc et Jimmy Choo ont permis à l'Amérique du Sud d'afficher une hausse de 20 % par rapport à 2019.

Avec une activité à nouveau conséquente sur les parfums Lanvin et le développement continu des marques phares, l'Europe de l'Est progresse de 12 % par rapport à 2019.

L'Europe de l'Ouest et la France retrouvent progressivement des niveaux d'activité cohérents mais demeurent impactées par les différents confinements intervenus durant l'année, et par une base de comparaison défavorable liée au lancement de la ligne *Montblanc Explorer* début 2019.

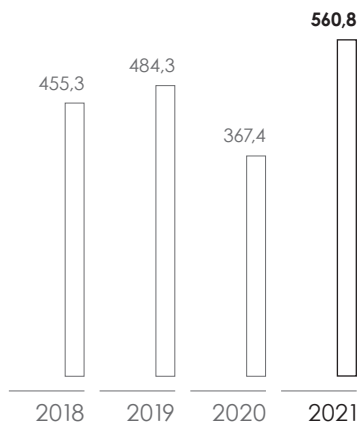
Au Moyen-Orient, l'activité reste affectée sur l'ensemble des marques du portefeuille, conséquence des fermetures de points de vente dans certains pays, du recul des flux touristiques sur cette zone et d'un changement de partenaire aux Émirats Arabes Unis.

(1) Données NPD.

# Chiffres clés 2021 du Groupe

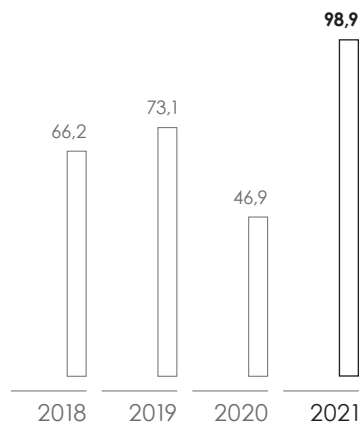
## Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)



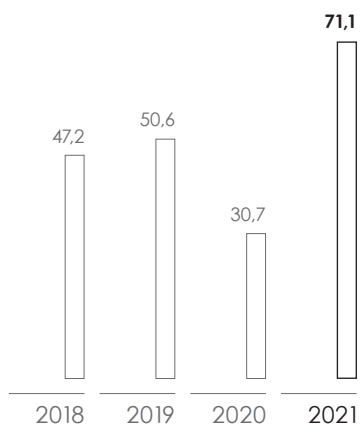
## Résultat opérationnel

(en millions d'euros)



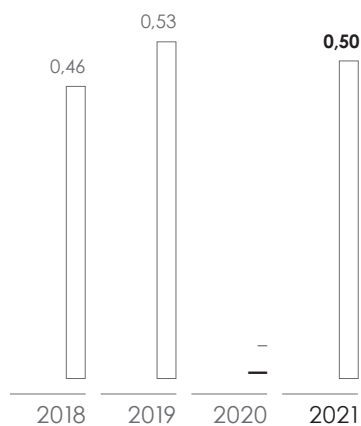
## Résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)



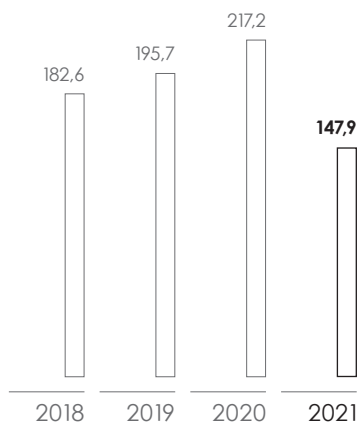
## Dividende courant par action<sup>(1)</sup>

(en euros)



## Trésorerie nette d'emprunts

(en millions d'euros)



## Bilan simplifié

(en millions d'euros)

Actif	Passif
320,8 Actifs non courants	543,3 Capitaux propres
243,6 Actifs courants	109,8 Emprunts
257,7 Trésorerie	168,9 Passifs courants

Données consolidées au 31 décembre.  
 (1) Retraité des attributions gratuites d'actions.

  
**COACH**  
NEW YORK

The New Fragrance  
**COACH DREAMS**  
*sunset*



## Présentation du Conseil d'Administration

Votre Conseil d'Administration se compose de 10 membres dont 4 indépendants :



— **Philippe BENACIN**  
Président-Directeur Général  
– Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Philippe Benacin, 63 ans, diplômé de l'ESSEC et cofondateur de la Société avec son associé Jean Madar, est Président-Directeur Général de la Société Interparfums<sup>SA</sup> depuis sa création en 1989.

Philippe Benacin pilote les orientations stratégiques du Groupe Interparfums<sup>SA</sup> à Paris et le développement des marques du portefeuille : Lanvin, Rochas, Jimmy Choo, Montblanc, Repetto, Van Cleef & Arpels, Karl Lagerfeld, S.T. Dupont, Paul Smith, Boucheron, Coach, Kate Spade et Moncler.

Mandats actuels :

- Président et Vice Président du Conseil de la Société Interparfums Inc. (États-Unis) ;
- Président du Conseil d'Administration et administrateur de la Société Interparfums Holding ;
- Gérant et Président de la Société Interparfums Suisse (Suisse) ;
- Administrateur de la Société Interparfums Asia Pacific Pte Ltd (Singapour) ;
- Président du Conseil d'Administration Parfums Rochas Spain SL (Espagne) ;
- Administrateur unique de la Société Interparfums Luxury Brands Inc. (États-Unis) ;
- Administrateur de la Société Inter España Parfums et Cosmetiques SL (Espagne) ;
- Président de la Société Interparfums Srl (Italie) ;
- Vice-Président du Conseil de Surveillance et Président du Comité de gouvernance, nomination et rémunération de la Société Vivendi.

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices : néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.



— **Jean MADAR**  
Administrateur – Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Jean Madar, 61 ans, diplômé de l'ESSEC est cofondateur de la Société avec son associé Philippe Benacin.

Jean Madar pilote les orientations stratégiques du Groupe Interparfums Inc. à New York et le développement des marques du portefeuille : Anna Sui, Dunhill, Oscar de la Renta, Abercrombie & Fitch, Hollister, MCM, Guess et Graff, Ferragamo et Ungaro.

Mandats actuels :

- Directeur Général et administrateur de la Société Interparfums Holding ;
- Directeur Général et Vice-Président de la Société Interparfums Inc. (États-Unis).

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices : néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.



— **Philippe SANTI**

Administrateur et Directeur Général  
Délégué – Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Philippe Santi, 60 ans, diplômé de Neoma (École Supérieure de Commerce de Reims) et diplômé d'expertise comptable est Directeur Finances et Juridique de la Société Interparfums<sup>SA</sup> depuis 1995 et Directeur Général Délégué depuis 2004.

Mandats actuels :

- Administrateur de la Société Interparfums Inc. (États-Unis) ;
- Administrateur de Middenext.

Mandats échus au cours des cinq dernières années :  
néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale  
qui se tiendra en 2023.



— **Frédéric GARCIA-PELAYO**

Administrateur et Directeur Général  
Délégué – Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Frédéric Garcia Pelayo, 63 ans, diplômé de EPSCI du Groupe ESSEC est Directeur Export de la Société Interparfums<sup>SA</sup> depuis 1994 et Directeur Général Délégué depuis 2004.

Mandats actuels :

- Administrateur de la Société Interparfums Srl (Italie) ;
- Administrateur de la Société Inter España Parfums et Cosmetiques SL (Espagne) ;
- Administrateur et Vice-Président Finance de l'Association TFWA.

Mandats échus au cours des cinq dernières années :  
néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale  
qui se tiendra en 2023.



— **Patrick CHOËL**

Administrateur – Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Patrick Choël, 78 ans, diplômé de Sciences Po Paris, a été Président de la division Parfums et Cosmétiques de LVMH de 1995 à 2004.

Mandats actuels :

- Administrateur de la Société Interparfums Inc. (États-Unis) ;
- Administrateur de la Société Parfums Christian Dior.

Mandats échus au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de la Société Modelabs ;
- Administrateur de la Société SGD ;
- Administrateur de la Société ILEOS ;
- Administrateur de la Société Guerlain.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.



— **Véronique GABAÏ-PINSKY**

Administratrice – Nationalité franco-américaine

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Véronique Gabai-Pinsky, 56 ans, diplômée de l'ESSEC, a commencé sa carrière chez L'Oréal et a été Vice-Présidente Marketing de la Société Giorgio Armani. Elle a été ensuite Vice-Présidente Marketing & Communication de la Société Guerlain puis a passé 12 ans au sein des Sociétés du Groupe Estée Lauder, en tant que présidente mondiale pour Aramis et Designers Fragrances. Elle était jusqu'en juin 2018, Présidente de la Société américaine Vera Wang, établie dans l'industrie du luxe en matière de prêt-à-porter. Depuis 2019, elle développe sa propre marque de parfums VERONIQUE GABAI.

Mandats actuels :

- Administratrice d'Interparfums Inc. (États-Unis) ;
- Membre du Comité des 200 (Groupe de mode et cosmétiques international d'Executive Women) ;
- Administratrice de Lifetime Brands (États-Unis) ;
- Fondatrice et Présidente de la Société VERONIQUE GABAI, créatrice de parfums.

Mandats échus au cours des cinq dernières années :

- Présidente de Vera Wang Group.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.





— **Maurice ALHADÈVE**

Administrateur indépendant  
– Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Maurice Alhadève, 79 ans, diplômé de Sciences Po Paris et de la Northwestern University (Chicago) a été Directeur Général de la division Luxe de la « Française de soins et Parfums » (Groupe Unilever), puis dirigeant de plusieurs Sociétés spécialisées dans la création des concentrés parfumants : « International Flavors and Fragrances » (IFF), « Créations Aromatiques » et « Haarmann & Reimer ». Il a dirigé l'ISIPCA (Institut de Création des parfums à Versailles). Il est aujourd'hui enseignant, consultant, co-fondateur et Président de l'École Supérieure du Parfum de Paris.

Mandats actuels : néant.

Mandats échus au cours des cinq dernières années : néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.



— **Chantal ROOS**

Administratrice indépendante  
– Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Chantal Roos, 78 ans, a occupé les fonctions de Vice-Président Marketing International puis de Directeur Général Adjoint au sein du groupe Yves Saint Laurent Parfums, puis de Président de la Société Beauté Prestige Internationale.

En 2000, elle est nommée Présidente de la division Yves Saint Laurent Beauté, puis devient en 2007, Conseillère en stratégie du Président-Directeur Général. En 2008, elle crée sa propre Société de création et de développement de marques pour les parfums et cosmétiques, Roos & Roos.

Mandats actuels :

- Gérante de la Société CREA ;
- Gérante de la Société ROOS & ROOS, créatrice de parfums.

Mandats échus au cours des cinq dernières années : néant.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.



— **Dominique CYROT**

Administratrice indépendante  
– Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Dominique Cyrot, 70 ans, est titulaire d'une maîtrise de gestion de l'université Paris IX Dauphine. Elle a accompli sa carrière professionnelle aux AGF de 1973 à 2011 devenu aujourd'hui ALLIANZ GI où elle a assuré la gestion des OPVCM du groupe sur les grandes capitalisations françaises puis sur l'ensemble des valeurs moyennes françaises et européennes. Elle a notamment été administratrice de fonds d'investissements ainsi que de nombreuses SICAV du groupe des AGF et de SICAV extérieures.

Mandats actuels :

— Administratrice de FIME (SA) depuis le 16 avril 2015.

Mandats échus au cours des cinq dernières années :

— Administratrice de SECHE Environnement (échu en avril 2015).

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2025.



— **Marie-Ange VERDICKT**

Administratrice indépendante  
– Nationalité française

Adresse professionnelle : 10 rue de Solférino  
75007 Paris.

Biographie : Marie-Ange Verdickt, 59 ans, est diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Bordeaux- KEDGE (1984), et membre de la SFAF (Société Française des Analystes Financiers). Elle a commencé sa carrière professionnelle comme auditeur chez Deloitte, puis comme contrôleur de gestion dans le groupe informatique Wang.

Elle rejoint Euronext en 1990 en tant qu'Analyste Financier, puis devient Responsable du bureau d'analyse financière. De 1998 à 2012, elle est gérante de Fonds, spécialisés sur les valeurs moyennes françaises et européennes, chez la Financière de l'Échiquier. Elle y a également développé des pratiques d'investissement socialement responsable. Depuis 2012, elle est administratrice indépendante dans différentes Sociétés.

Mandats actuels :

— Membre du conseil de surveillance de la Société Wavestone (ex Solucom) (26 septembre 2012) ;  
— Membre du conseil de surveillance de la Société CapHorn Invest (31 mai 2013) ;  
— Administratrice de la Société ABC Arbitrage (avril 2013) ;  
— Administratrice de la Société Bonduelle (décembre 2019).

Mandats échus au cours des cinq dernières années :

— Membre du conseil de surveillance de la Société Bonduelle SCA (du 3 décembre 2015 au 5 décembre 2019).

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023.

### Membres du Comité d'Audit

- **Marie-Ange VERDICKT**  
Présidente du Comité d'Audit  
Administratrice indépendante

Date effective des fonctions : 2015

- **Dominique CYROT**  
Administratrice indépendante

Date effective des fonctions : 2013

- **Patrick CHOËL**  
Administrateur

Date effective des fonctions : 2010

- **Maurice ALHADÈVE**  
Administrateur indépendant

Date effective des fonctions : 2010

Les modalités de fonctionnement du Comité d'Audit sont détaillées à l'article 6.2 du Règlement Intérieur et disponibles sur le site Internet Interparfums :

<https://www.interparfums.fr/bourse/information-reglementee.php>

### Proposition de nomination d'une nouvelle administratrice à l'Assemblée Générale



Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 29 avril 2022, la nomination, en qualité d'administratrice pour une durée de quatre années, de Madame Constance Benqué.

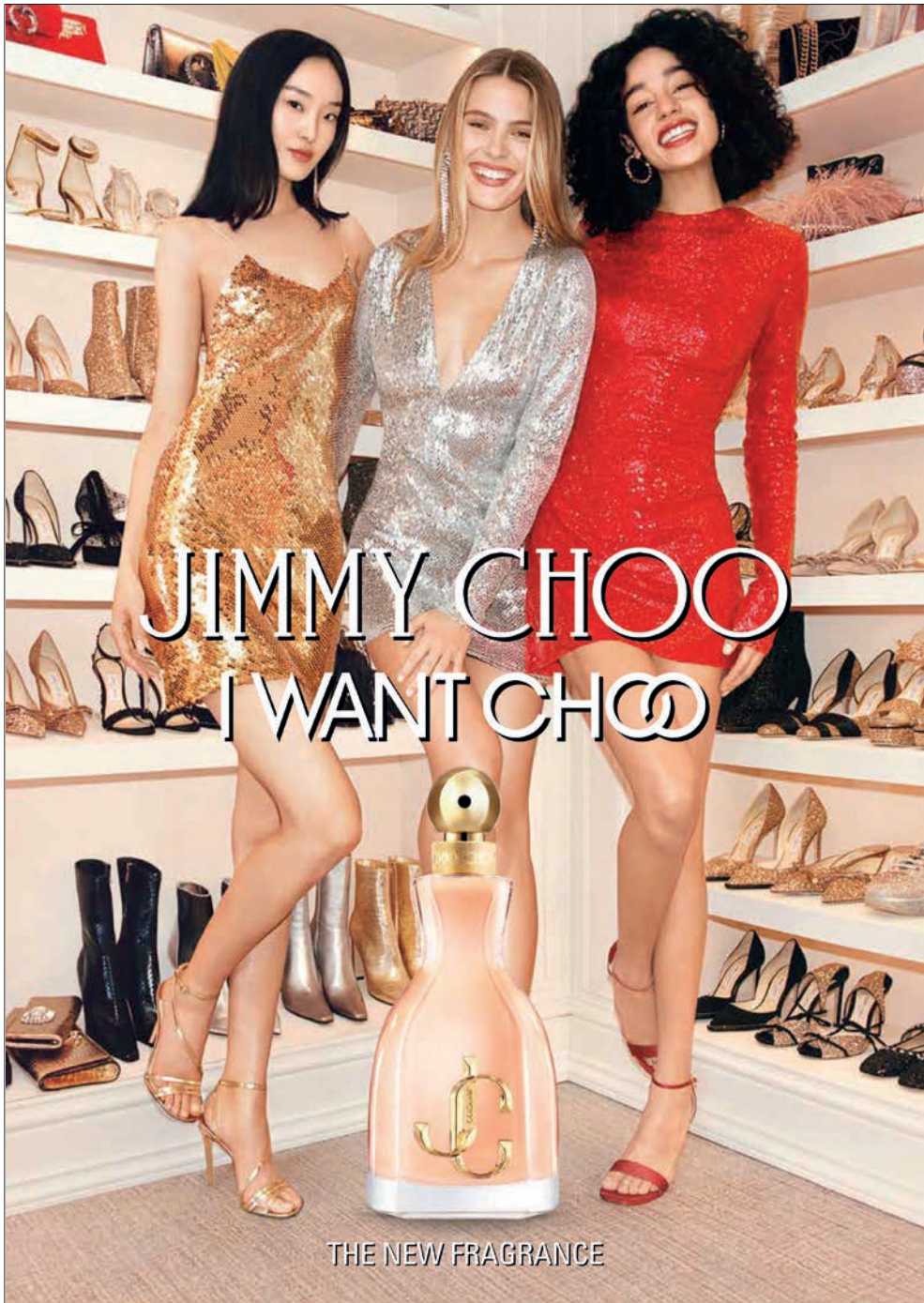
Constance Benqué, 61 ans, après avoir été l'assistante parlementaire de François d'Aubert, débute sa carrière dans la Publicité au Groupe l'Expansion en 1981 dont elle est rapidement nommée Directrice de la Publicité (1983-90). Elle devient ensuite Directrice commerciale du magazine Capital au Groupe Prisma Presse (1990-94) puis Directrice Générale de Régie Obs qui regroupe alors les régies du Nouvel Observateur, de Challenges et de Sciences & Avenir (1994-99).

Elle intègre le Groupe Lagardère en 1999 où elle est successivement nommée Vice-Présidente (1999-2003) puis Présidente (2003-20016) d'Europe Régies devenue Lagardère Active Publicité. Membre du Directoire de Lagardère Active depuis 2008, Constance Benqué est nommée en 2014 Chief Executive Officer (CEO) de ELLE France & International (ELLE, ELLE Décoration, ELLE à Table, Art & Décoration ; licences internationales et Lagardère Active Enterprises).

Depuis décembre 2018, Constance Benqué est Directrice Générale, puis Présidente (2020) des activités médias du groupe Lagardère (Lagardère News), qui regroupent Europe 1, Virgin Radio, RFM, Paris Match, Le Journal du Dimanche et le ELLE International.

Elle est diplômée de l'Université Paris II Panthéon Assas (Maîtrise en Droit public) et de l'Institut d'Études Politiques de Paris (DESS de Marketing et Communication).

Madame Constance Benqué apportera au Conseil d'Administration de la Société Interparfums son expérience et son expertise média et digitale.



JIMMY CHOO  
I WANT CHOO

THE NEW FRAGRANCE

## Rapport du Conseil d'Administration

### Présentation des résolutions proposées à l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2022

#### 1 — Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 – Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement (première et deuxième résolutions)

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, se soldant par un bénéfice de 59 801 199,62 euros ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice (part du Groupe) de 71 095 000 euros.

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, soit la somme de 63 201 euros et l'impôt correspondant.

#### 2 — Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende (troisième résolution)

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à 59 801 199,62 euros de la façon suivante :

##### Origine

Bénéfice de l'exercice 59 801 199,62 €

##### Affectation

Réserve légale 1 559 652,00 €

Dividendes 53 756 014,06 €

Report à nouveau 4 485 533,56 €

Ainsi, le dividende brut revenant à chaque action, serait de 0,94 euro.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis, soit à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8% (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40% (article 200 A, 13, et 158-du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2%.

Ce dividende serait payable le 18 mai 2022 et le détachement du coupon interviendrait le 16 mai 2022.

En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 57 187 249 actions composant le capital social au 31 décembre 2021, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte de report à nouveau serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2018	30 505 596 € <sup>(1)</sup> soit 0,71 € par action	-	-
2019	-	-	-
2020	28 593 624,90 € <sup>(1)</sup> soit 0,55 € par action	-	-

(1) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

### **3 — Approbation des conventions réglementées (quatrième résolution)**

1) Nous vous demandons de bien vouloir approuver la convention nouvelle conclue au début de l'exercice 2022 et régulièrement autorisée par le Conseil d'Administration, de la nature de celles visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Cette convention est une convention de substitution conclue au bénéfice de la Société Interparfums à l'effet de la substituer dans les droits et obligations de la promesse de vente signée par La Foncière du Rond Point et dont les conditions sont :

- l'acquisition d'un Bien Immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal d'UN MILLION QUATRE CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (1 425 000 €) payable comptant ;
- le remboursement de l'indemnité d'immobilisation à La Foncière du Rond Point, soit la somme de SOIXANTE ET ONZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (71 250 €) ;
- le paiement de la commission relative au mandat donné au titre de la Promesse de vente pour un montant de SOIXANTE MILLE EUROS (60 000 €) TTC.

La convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond Point.

Elle est également présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes y afférent qui vous sera présenté en Assemblée. Des informations sur cette convention ont été publiées sur le site de la Société conformément à la réglementation.

2) Nous vous demandons également d'approuver, le cas échéant, les conventions suivantes, de la nature de celles visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil, mais qui ne sont pas encore conclues à la date du présent rapport.

Ces conventions sont des conventions de substitution non encore conclues au bénéfice de la Société Interparfums à l'effet de la substituer dans les droits et obligations de deux promesses de vente signées par La Foncière du Rond Point et dont les conditions sont :

- Pour la première promesse de vente faisant l'objet de la première convention de substitution :
  - l'acquisition d'un Bien Immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal TROIS MILLIONS CENT TRENTÉ MILLE EUROS (3 130 000 €) payable comptant ;
  - le remboursement de l'indemnité d'immobilisation à La Foncière du Rond Point, soit la somme de CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENTS EUROS (156 500 €) ;

- le paiement de la commission relative au mandat donné au titre de la Promesse de vente pour un montant de CENT VINGT MILLE EUROS (120.000 €) TTC.

Cette convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond Point.

- Pour la deuxième promesse de vente faisant l'objet de la deuxième convention de substitution :
  - l'acquisition d'un Bien Immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal QUATRE MILLIONS QUATRE-VINGT MILLE EUROS (4 080 000 €) payable comptant ;
  - le remboursement de l'indemnité d'immobilisation à La Foncière du Rond Point, soit la somme de DEUX CENT QUATRE MILLE EUROS (204 000 €).

Cette convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond Point.

Ces Conventions de substitution sont également présentées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes y afférent qui vous sera présenté en Assemblée, étant précisé que les actionnaires seront avisés dès la conclusion de celles-ci par un avis mis en ligne sur le site de la Société conformément à la réglementation.

### **4 — Proposition de nomination d'une nouvelle administratrice (cinquième résolution)**

Nous vous proposons de bien vouloir nommer pour une durée de quatre années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, Madame Constance Benqué, en qualité d'administratrice, en adjonction aux membres actuellement en fonction.

- Indépendance et parité

Nous vous précisons que le Conseil d'Administration, considère que Madame Constance Benqué peut être qualifiée de membre indépendant au regard des critères d'indépendance du Code Middlenext, retenu par la Société comme code de référence en matière de Gouvernement d'Entreprise. À cet égard, il est notamment précisé qu'elle n'entretient aucune relation d'affaires avec le Groupe.

- Expertise, expérience, compétence et connaissance du Groupe

Les informations concernant l'expertise et l'expérience de Madame Constance Benqué, sont détaillées en Partie 4 du Document d'Enregistrement Universel 2021 chapitre.1.3.6.

Si vous approuvez cette proposition de nomination :

- le Conseil serait ainsi porté de 10 à 11 membres ;
- le Conseil comprendra désormais 5 membres indépendants et continuera ainsi à respecter les recommandations du Code Middlednext en matière de proportion d'administrateurs indépendants ;
- le taux de féminisation du Conseil sera porté à 45 %, en conformité avec la loi ;
- le taux d'internationalisation du Conseil sera de 10 % avec 2 nationalités représentées.

### 5 — Say on Pay (sixième à neuvième résolutions)

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, il est proposé à l'Assemblée :

- par la 6<sup>e</sup> résolution, d'approuver la politique de rémunération du Président-Directeur Général et/ou de tout autre dirigeant mandataire social ;
- par la 7<sup>e</sup> résolution, d'approuver la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration,

La politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Président-Directeur Général et/ou de tout autre dirigeant mandataire social, est présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, figurant en Partie 4 du Document d'Enregistrement Universel 2021 chapitre 2.1.

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce, il est proposé à l'Assemblée, par le vote de la 8<sup>e</sup> résolution, d'approuver les informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce, présentées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, figurant en Partie 4 du Document d'Enregistrement Universel 2021 chapitre 2.2.

Par le vote de la 9<sup>e</sup> résolution, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, sont soumis à l'approbation des actionnaires les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Philippe BENACIN, Président-Directeur Général.

Ces éléments sont présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, figurant en Partie 4 du Document d'Enregistrement Universel 2021 chapitre 2.3.

### 6 — Proposition de renouveler l'autorisation concernant la mise en œuvre du programme de rachat d'actions (dixième résolution) et concernant la réduction du capital par annulation d'actions autodétenues (douzième résolution)

Nous vous proposons, aux termes de la 10<sup>e</sup> résolution, de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix-huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite d'un nombre maximal d'actions ne pouvant représenter plus de 2,5 % du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente Assemblée, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 23 avril 2021 dans sa 13<sup>e</sup> résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Interparfums par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe ;
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêts Économique et Sociétés liées, ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêts Économique et Sociétés liées ;
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration apprécierait, étant précisé que le Conseil ne pourrait, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

La Société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 125 euros par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 178 710 125 euros.

En conséquence de l'objectif d'annulation, nous vous demandons, aux termes de la 12<sup>e</sup> résolution, de bien vouloir autoriser le Conseil d'Administration, pour une durée de 24 mois, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital, calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédant, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de son programme de rachat et à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Conseil d'Administration disposerait des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière, étant précisé que le Conseil ne pourrait, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

## **7 — Ratification du transfert du siège social de la Société (onzième résolution)**

Nous vous demandons de bien vouloir ratifier le transfert du siège social de la Société, décidé par le Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> mars 2022, du 4 Rond Point des Champs-Élysées 75008 Paris au 10 rue de Solferino 75007 Paris et ce à compter du 28 mars 2022.

## **8 — Délégations et autorisations financières (treizième à vingt et unième résolutions)**

Le Conseil d'Administration souhaite pouvoir disposer des délégations nécessaires pour procéder, s'il le juge utile, à toutes émissions qui pourraient s'avérer nécessaires dans le cadre du développement des activités de la Société, ainsi que toutes les autorisations nécessaires pour disposer des outils permettant d'avoir une politique d'actionariat salarié incitative et de nature à conforter le développement de la Société.

C'est la raison pour laquelle il vous est demandé de renouveler les délégations et autorisations financières arrivant à échéance.

Sur l'état des délégations et autorisations en cours, vous trouverez dans la Partie 4 du Document d'Enregistrement Universel 2021 au chapitre 1.6., le tableau des délégations et autorisations consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration et l'état de leur utilisation.

Par ailleurs, compte tenu des délégations susceptibles de générer à terme une augmentation de capital en numéraire, il vous est demandé de statuer sur une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise, conformément à la réglementation en vigueur.

### **8.1 — Délégations de compétence en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription**

Les délégations de compétence en la matière arrivent à échéance cette année et n'ont pas été utilisées.

Il vous est proposé de renouveler les délégations de compétence en vue de procéder à des augmentations de capital par apport de numéraire avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription.

Ces délégations ont pour objet de conférer au Conseil d'Administration toute latitude pour procéder aux époques de son choix, pendant une période de 26 mois, à l'émission :

- d'actions ordinaires ;
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

#### **8.1.1 — Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription (treizième résolution)**

Nous vous proposons de fixer le montant nominal global maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation à 30 000 000 euros. À ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Nous vous proposons de fixer le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation à 100 000 000 euros.



Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Le montant des émissions réalisées sur le fondement de la présente résolution serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par la présente Assemblée.

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter l'émission au montant des souscriptions dans les limites prévues par la réglementation ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

Les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourraient être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Conseil d'Administration aurait la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seraient pas négociables et que les titres correspondants seraient vendus.

Le Conseil d'Administration disposerait dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions et déterminer le prix d'émission, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.

Le Conseil d'Administration ne pourrait, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## 8.1.2 — Délégations avec suppression du droit préférentiel de souscription

### 8.1.2.1 — Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange (quatorzième résolution)

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées par une offre au public, à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange.

Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, serait supprimé avec la faculté pour le Conseil d'Administration de conférer aux actionnaires la possibilité de souscrire en priorité.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation, ne pourrait être supérieur à 9 000 000 euros représentant environ 5,25 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée.

À ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'imputerait sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises fixé à 10 % du capital social au jour de l'émission (dix-neuvième résolution).

Le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 50 000 000 euros.

Ce plafond serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

La somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises, après prise en compte en cas d'émission de bons de souscription d'actions du prix de souscription desdits bons, serait au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%.

En cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, le Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Le Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.

Le Conseil d'Administration ne pourrait, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

8.1.2.2 — Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé (quinzième résolution)

Au titre de cette délégation, les émissions seraient réalisées par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier.

Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourraient donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, serait supprimé.

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, ne pourrait être supérieur à 9 000 000 euros représentant environ 5.25 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée, étant précisé qu'il serait en outre limité à 20 % du capital par an.

À ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'imputerait sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises fixé à 10 % du capital social au jour de l'émission (dix-neuvième résolution).

Le montant nominal maximum des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 15 000 000 euros.

Ce plafond serait indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

La somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises, après prise en compte en cas d'émission de bons de souscription d'actions du prix de souscription desdits bons, serait déterminée conformément aux dispositions légales et réglementaires et serait au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourrait utiliser les facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Le Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

Le Conseil d'Administration ne pourrait, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### 8.1.2.3 — Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10 % du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée (seizième résolution)

Nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-52 alinéa 2 du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration, qui décide une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public et par placement privé (14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> résolutions) soumise aux dispositions de l'article L.22-10-52 alinéa 2 alinéa 1 du Code de commerce, à déroger, dans la limite de 10 % du capital social par an, aux conditions de fixation du prix prévues selon les modalités précitées et à fixer le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre selon les modalités suivantes.

Le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre de manière immédiate ou différée ne pourrait être inférieur, au choix du Conseil d'Administration à l'un ou l'autre des montants suivants :

- soit au cours moyen pondéré de l'action de la Société le jour précédant la fixation du prix d'émission diminué d'une décote maximale de 5 % ;

- soit à la moyenne de 3 cours consécutifs cotés de l'action choisis parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission éventuellement diminué d'une décote maximale de 5 %.

Cette règle dérogatoire de prix pourrait permettre au Conseil de disposer d'une certaine souplesse dans la détermination de la période de référence au moment de la fixation du prix d'émission en fonction de l'opération et de la situation de marché, et de la moyenne des cours de référence.

Cette autorisation priverait d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

#### 8.1.3 — Autorisation d'augmenter le montant des émissions (dix-septième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre des délégations avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription précitées (13<sup>e</sup> à 15<sup>e</sup> résolutions), de conférer au Conseil d'Administration la faculté d'augmenter, dans les conditions prévues par les articles L.225-135-1 et R.225-118 du Code de commerce, et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale.

Ainsi, le nombre de titres pourrait être augmenté dans les 30 jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que l'émission initiale, dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée.

Cette autorisation priverait d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### 9 — Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital au profit des adhérents d'un PEE (dix-huitième résolution)

Nous soumettons à votre vote la présente résolution, afin d'être en conformité avec les dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce, aux termes duquel l'Assemblée Générale Extraordinaire doit également statuer sur une résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues par les articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, lorsqu'elle délègue sa compétence pour réaliser une augmentation de capital en numéraire.

L'Assemblée étant appelée sur des délégations susceptibles de générer des augmentations de capital en numéraire, elle doit donc également statuer sur une délégation au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette délégation, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'Administration, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.

En application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, le Conseil d'Administration pourrait prévoir l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote et pourrait décider en cas d'émission d'actions nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfiques ou primes nécessaires à la libération desdites actions.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale supprimerait le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui pourraient être réalisées par utilisation de la délégation serait de 2% du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'Administration de réalisation de cette augmentation.

Ce montant s'imputerait sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises fixé à 10% du capital social au jour de l'émission (dix-neuvième résolution).

À ce montant s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des porteurs de droits ou valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.

Cette délégation aurait une durée de 26 mois.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, le prix des actions à émettre ne pourrait être ni inférieur de plus de 30% ou de 40% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans à la moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne.

Le Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

Cette délégation priverait d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### **10 — Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux quatorzième, quinzième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée (dix-neuvième résolution)**

Nous vous proposons de fixer à 10% du capital au jour de l'émission, le montant nominal global maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu des délégations avec suppression du droit préférentiel de souscription soumises à la présente Assemblée (quatorzième, quinzième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée), étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

#### **11 — Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié (et/ou certains mandataires sociaux) (vingtième résolution)**

Nous vous proposons d'autoriser votre Conseil d'Administration pour une nouvelle durée de 38 mois, dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 à L.225-185, L.22-10-56 et L.22-10-57 du Code de commerce, à consentir en une ou plusieurs fois, des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit des salariés, de certains d'entre eux, ou de certaines catégories du personnel, et/ou des mandataires sociaux définis par la loi, tant de la Société que des Sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce.

Le nombre total des options pouvant être octroyées par le Conseil d'Administration au titre de la présente autorisation ne pourrait donner droit à souscrire ou à acheter un nombre d'actions supérieur à 0,5% du capital social existant au jour de l'attribution des options par le Conseil d'Administration.

Le prix de souscription et/ou d'achat des actions par les bénéficiaires serait fixé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'Administration et sera au moins égal à la moyenne des cours cotés de l'action Interparfums lors des 20 séances de bourse précédant le jour où l'option est consentie et ne pourra être inférieur à 80% du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des achats effectués dans les conditions prévues à l'article L.22-10-62 du Code de commerce pour les seules options d'achat d'actions.

Aucune option ne pourrait être consentie pendant les périodes d'interdiction prévues par la réglementation.

La durée des options fixée par le Conseil d'Administration ne pourrait excéder une période de cinq ans, à compter de leur date d'attribution.

Ainsi, votre Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, de tous pouvoirs pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et notamment pour fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires tels que prévus ci-dessus, fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront, le cas échéant, être réalisées, modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

**12 — Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux (vingt et unième résolution)**

Il vous est demandé de renouveler, pour une durée de 38 mois, l'autorisation d'attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L.225-197-1, L.225-197-2 et L.22-10-59 du Code de commerce, des actions ordinaires, existantes ou à émettre, au profit des bénéficiaires qui pourraient être :

- les membres du personnel salarié ou de certaines catégories d'entre eux de la Société ou des Sociétés ou groupements d'intérêts économiques qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ;
- les mandataires sociaux qui répondent aux conditions de l'article L.225-197-1 du Code de commerce.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourrait dépasser 0,5 % du capital social au jour de leur attribution par le Conseil d'Administration, le nombre total d'actions ainsi défini ne tient pas compte du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver les droits des bénéficiaires d'attributions gratuites d'actions en cas d'opération sur le capital de la Société pendant la période d'acquisition.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'Administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à un an.

Les bénéficiaires devraient, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée, fixée par le Conseil d'Administration, au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation ne puisse être inférieure à deux ans.

Par exception, l'attribution définitive interviendrait avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

La présente autorisation emporterait de plein droit renonciation à votre droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, primes et bénéfices.

Ainsi, votre Conseil d'Administration disposerait, dans les limites fixées ci-dessus, de tous pouvoirs pour :

- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions gratuites parmi les personnes remplissant les conditions fixées ci-dessus ainsi que le nombre d'actions revenant à chacun d'eux ;
- le cas échéant, constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserves indisponibles des sommes requises pour la libération des actions nouvelles à attribuer ;
- décider la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices, corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
- procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;
- déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'influer sur la valeur des actions à attribuer et réalisées pendant la période d'acquisition ;
- prendre toutes mesures utiles pour fixer ou non un obligation de conservation et en assurer le respect le cas échéant ;
- et généralement faire dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

Cette autorisation priverait d'effet, au jour de l'Assemblée, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'Administration vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

# Van Cleef & Arpels

HAUTE PARFUMERIE



Van Cleef & Arpels

ORCHID LEATHER  
N°03357FE

COLLECTION  
EXTRAORDINAIRE

COLLECTION  
EXTRAORDINAIRE



## Annexe 1

### Rémunération des organes d'administration et de direction

#### **Politique de rémunération des mandataires sociaux (6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> résolutions de l'AG du 29 avril 2022)**

Conformément aux dispositions des articles L.22-10-8 et R.22-10-14 du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux est conforme à l'intérêt social, contribuant ainsi à sa pérennité et s'inscrivant dans sa stratégie commerciale telle que décrite dans la partie 1 « Rapport de gestion consolidé », paragraphe 1 « activité et stratégie de la Société » du Document d'Enregistrement Universel 2021.

La politique de rémunération des mandataires sociaux est établie par le Conseil d'Administration, en prenant en compte les principes et critères définis dans le Code Middlednext.

Le Conseil d'Administration s'assure que ces principes et critères sont également directement alignés à la fois sur la stratégie de la Société et sur les intérêts des actionnaires, afin de soutenir la performance et la compétitivité de la Société. Il prend également en compte désormais les enjeux sociaux et environnementaux liés à l'activité de la Société.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée ou, en son absence, aux rémunérations ou aux pratiques existant au sein de la Société.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération de chacun des mandataires sociaux sont réalisées par le Conseil. Lorsque le Conseil d'Administration se prononce sur un élément ou un engagement au bénéfice de son Président, Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué, les personnes intéressées ne prennent part ni aux délibérations ni au vote sur l'élément ou l'engagement concerné.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération de chacun des mandataires sociaux tiennent compte de l'évolution des conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la Société et notamment des ratios d'équités présentés dans le paragraphe 2.5. (Annexe 2 du présent document) afin d'être en cohérence avec celle des autres dirigeants et des salariés de la Société.

#### **1.1 — Politique de rémunération du Président-Directeur Général et de tout autre dirigeant mandataire social**

La politique décrite ci-après est applicable au Président-Directeur Général ainsi qu'à tout autre dirigeant mandataire social auquel une rémunération pourrait être allouée en raison de son mandat.

À cet égard, il est précisé, à titre indicatif, que les actuels Directeurs Généraux Délégués ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat social. Ils sont liés à la Société par un contrat de travail à durée indéterminée dont les caractéristiques figurent au paragraphe 2.3. ci-dessous et perçoivent une rémunération exclusivement à ce titre (Voir Annexe 2).

La politique de rémunération du Président-Directeur Général s'attache, dans un souci de préservation des intérêts de la Société, à maintenir une cohérence entre la rémunération globale de ce dernier et l'évolution de la performance de la Société tel que décrit au paragraphe 2.5. ci-dessous.

Les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordés au Président-Directeur Général en raison de son mandat, ainsi que leur importance respective sont les suivants :

##### **1.1.1 — Rémunérations fixe et variable annuelle**

###### **— Rémunération fixe**

La rémunération fixe du Président-Directeur Général rétribue les responsabilités attachées à ce type de mandat social.

Elle est appréciée chaque année en corrélation avec les évolutions des responsabilités ou des événements affectant la Société, le contexte du métier et du marché de référence, et doit être proportionnée à la situation de la Société et sera versée par mensualités.

La rémunération fixe, qui ne fait pas l'objet d'une révision annuelle systématique, sert de référence pour déterminer le pourcentage de la rémunération variable annuelle.

Le Conseil d'Administration du 24 janvier 2022 a décidé d'arrêter la rémunération fixe annuelle du Président-Directeur Général à 480 000 euros à compter de l'exercice 2022. La rémunération fixe du Président-Directeur Général n'ayant pas été augmentée depuis l'exercice 2020 et compte tenu du résultat en hausse de l'exercice 2021 de la Société, les administrateurs ont décidé d'augmenter la rémunération fixe de 2,5 %.

— Rémunération variable annuelle

*Modalités de détermination*

Le Conseil d'Administration veille, chaque année, à ce que la part de rémunération variable du Président-Directeur Général fondée sur des critères de performance précis, soit suffisamment significative par rapport à sa rémunération fixe.

Cette rémunération variable annuelle est établie sur la base d'objectifs clairs, précis, chiffrables et opérationnels et elle est fonction de l'atteinte d'objectifs financiers d'une part, et d'objectifs non financiers, d'autre part. Elle s'établit à un plafond de 100 % de la rémunération fixe à objectifs atteints avec un maximum de 120 % si les objectifs sont

dépassés. Cette augmentation du plafond par rapport à l'année précédente vise à permettre à la Société de s'aligner sur les standards de marché et à privilégier l'importance de la rémunération variable annuelle en lien avec les performances du Groupe.

La rémunération variable annuelle du Président-Directeur Général sera fixée et calculée selon les critères ci-dessous et détaillés dans le tableau ci-après :

- à hauteur de 50 % sur des objectifs fondés sur les performances financières réalisées par la Société au cours de l'exercice écoulé, à savoir un objectif de chiffre d'affaires consolidé et de résultat opérationnel consolidé, chacun des objectifs comptant à part égale dans la détermination de la part variable ;
- à hauteur de 50 % sur des objectifs non financiers établis de manière précise et en lien direct avec la stratégie de croissance de la Société et de ses filiales, les relations avec les marques et le développement d'une politique RSE & Gouvernance.

**Critères de la rémunération variable annuelle**

	2021	2022	Commentaires
Chiffre d'affaires consolidé	25 %	25 %	Pas de changement
Résultat opérationnel consolidé	25 %	25 %	Pas de changement
Croissance externe	10 %	10 %	Pas de changement
Supervision des filiales	10 %	10 %	Pas de changement
Relation avec les marques	10 %	10 %	Pas de changement
Développement d'une politique RSE & Gouvernance	10 %	20 %	Critère du développement d'une politique RSE & Gouvernance doublé pour 2022
Gestion contrat Licence Rochas	10 %	N/A	Critère supprimé car non significatif pour 2022
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	

Les objectifs financiers annuels précités sont déterminés sur la base du budget annuel approuvé par le Conseil d'Administration. Chacun des critères financiers est évalué séparément.

À cet effet, le Conseil d'Administration examine ces différents objectifs, leur pondération et les niveaux de performance attendus et fixe pour chaque objectif :

- un niveau d'atteinte minimum pour déclencher le paiement de la part de la rémunération variable annuelle relative à l'indicateur concerné ;
- un niveau cible déclenchant un paiement à 100 % de la part de la rémunération variable concernée ;
- un paiement lié à chaque critère plafonné à 120 % du niveau cible.

La rémunération variable annuelle est calculée et fixée par le Conseil d'Administration à l'issue de la clôture de l'exercice au titre duquel elle s'applique.

Le niveau de réalisation attendu sur les critères financiers et non financiers a été préétabli par le Conseil d'Administration mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité et de sensibilité stratégique et concurrentielle.

*Condition de versement*

Conformément à la loi, le versement des éléments de rémunération variable annuelle est conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à l'intéressé.



### 1.1.2 — Autres rémunérations

#### — Rémunération variable pluriannuelle

Aucune rémunération variable pluriannuelle n'est prévue.

#### — Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'Administration peut décider d'octroyer une rémunération exceptionnelle au Président-Directeur Général au regard de circonstances particulières. Le montant de la rémunération exceptionnelle ainsi décidée ne pourra pas excéder maximum de 20% de la rémunération fixe annuelle.

Conformément à la loi, le versement d'une telle rémunération exceptionnelle serait en toute hypothèse, conditionné à l'approbation par l'Assemblée Générale Annuelle des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à l'intéressé.

#### — Attribution gratuite d'actions- Stock-options

Le Président-Directeur Général pourrait se voir attribuer des actions gratuites et/ou des options de souscription et/ou d'achat d'actions soumises à des conditions de performance et de conservation en relation avec la durée de l'exercice de son mandat social.

La remise effective de ces actions gratuites est conditionnée d'une part, à la présence au sein de la Société du Président-Directeur Général et d'autre part, à la réalisation de performance portant notamment sur le chiffre d'affaires consolidé et sur le résultat opérationnel consolidé.

De plus, le Président-Directeur Général est tenu de conserver 20% des actions gratuites qui lui seraient attribuées jusqu'à l'issue de son mandat.

S'agissant des options d'achat ou de souscription d'actions (stock options 2022), le nombre total d'options sous conditions attribuées aux mandataires sociaux sur la période couverte par la résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires ne pourra pas représenter plus de 1% du capital social au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'Administration.

#### — Régime de retraite complémentaire à cotisations

Le Président-Directeur Général bénéficie d'un régime de retraite complémentaire à cotisations par capitalisation sous la forme d'une rente viagère présenté au paragraphe 2.4.

#### — Rémunération allouée au titre du mandat de membre du Conseil

Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués ayant la fonction d'administrateur ne perçoivent pas de rémunération au titre du mandat de membre du Conseil, pour y avoir renoncé expressément.

#### — Avantages de toute nature

Le Président-Directeur Général bénéficie d'une mise à disposition d'un véhicule de fonction, représentant un avantage en nature.

Aucun autre avantage en nature ne lui est alloué.

### 1.2 — Politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration

La politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration repose sur une attribution réservée exclusivement aux seuls administrateurs non exécutifs du Conseil d'Administration. Les autres administrateurs exerçant des fonctions exécutives ont renoncé expressément au bénéfice de leur rémunération.

La rémunération de chaque administrateur sera plafonnée annuellement quelque soit le nombre de réunions de Conseil d'Administration et de Comités. Une part supplémentaire est attribuée en raison de la participation aux Comités.

De plus, les critères de répartition de la somme annuelle qui sera allouée par l'Assemblée Générale aux membres du Conseil d'Administration sont également liés à un pourcentage linéaire d'assiduité et de participation effective des administrateurs aux réunions du Conseil et/ou du Comité.

Aucun autre type de rémunération n'est versé aux administrateurs non-exécutifs.

### 1.3 — Informations sur les mandats et contrats de travail et/ou de prestations de services des mandataires sociaux passés avec la Société

La durée du ou des mandats des mandataires sociaux de la Société est présentée au paragraphe 1 ci-avant.

Le tableau ci-dessous indique l'existence de contrats de travail ou de prestations de services passés avec la Société, les périodes de préavis et les conditions de résiliation qui leurs sont applicables.

<b>Mandataires de la Société</b>	<b>Frédéric GARCIA-PELAYO</b>	<b>Philippe SANTI</b>
Mandat(s) exercé(s)	Directeur Général Délégué	Directeur Général Délégué
Contrat de travail conclu avec la Société (préciser sa durée)	Oui – contrat de travail à durée indéterminée en qualité de « Directeur Affaires Internationales »	Oui – contrat de travail à durée indéterminée en qualité de « Directeur Finance & Juridique »
Contrat de prestations de services passés avec la Société	Non	Non
Périodes de préavis	Préavis de 3 mois pour les fonctions salariées	
Conditions de résiliation	Résiliation du contrat de travail conformément à la loi et à la jurisprudence	

## Annexe 2

## Informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce pour chaque mandataire social de la Société (8<sup>e</sup> résolution de l'AG du 29 avril 2022)

Il est précisé que la rémunération totale du Président-Directeur Général et des administrateurs respecte la politique de rémunération les concernant qui a été approuvée par l'Assemblée Générale du

23 avril 2021 dans ses 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> résolutions. Il est rappelé que les rémunérations respectives des deux Directeurs Généraux Délégués sont exclusivement dues au titre de leur contrat de travail.

### 2.1 — Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social exécutif

	Exercice 2020	Exercice 2021
<b>M. Philippe Benacin – Président-Directeur Général</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	592 300 €	618 800 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (Plan Interparfums Inc.)	-	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	-	-

	Exercice 2020	Exercice 2021
<b>M. Philippe Santi – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	664 750 €	807 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (Plan Interparfums Inc.)	-	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	-	-

<b>M. Frédéric Garcia-Pelayo – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	674 300 €	817 800 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (Plan Interparfums Inc.)	-	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	-	-

Aucune autre rémunération et aucun autre avantage de toute nature, n'ont été attribués au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués durant l'exercice 2021, de la part des Sociétés contrôlées et de la Société contrôlante.

## 2.2 — Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social exécutif

	Exercice 2020		Exercice 2021	
	Rémunération attribuée au titre de l'exercice	Rémunération versée au cours de l'exercice	Rémunération attribuée au titre de l'exercice	Rémunération versée au cours de l'exercice
<b>M. Philippe Benacin – Président-Directeur Général</b>				
Rémunération fixe	468 000 €	468 000 €	468 000 €	468 000 €
Rémunération variable annuelle	113 500 €	124 000 €	140 000 €	152 500 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunération allouée en qualité de membre du conseil	-	-	-	-
Avantages en nature	10 800 €	10 800 €	10 800 €	10 800 €
<b>Total</b>	<b>592 300 €</b>	<b>602 800 €</b>	<b>618 800 €</b>	<b>631 300 €</b>

	Exercice 2020		Exercice 2021	
	Rémunération attribuée au titre de l'exercice	Rémunération versée au cours de l'exercice	Rémunération attribuée au titre de l'exercice	Rémunération versée au cours de l'exercice
<b>M. Philippe Santi – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>				
Rémunération fixe	408 000 €	408 000 €	408 000 €	408 000 €
Rémunération variable annuelle	256 750 €	298 500 €	399 000 €	307 750 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunération allouée en qualité de membre du conseil	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>664 750 €</b>	<b>706 500 €</b>	<b>807 000 €</b>	<b>715 750 €</b>

<b>M. Frédéric Garcia-Pelayo – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>				
Rémunération fixe	408 000 €	408 000 €	408 000 €	408 000 €
Rémunération variable annuelle	256 750 €	298 500 €	399 000 €	307 750 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunération allouée en qualité de membre du conseil	-	-	-	-
Avantages en nature	9 550 €	9 550 €	10 800 €	10 800 €
<b>Total</b>	<b>674 300 €</b>	<b>716 050 €</b>	<b>817 800 €</b>	<b>726 550 €</b>

### 2.3 — Tableau des rémunérations perçues par les mandataires sociaux non exécutifs

Mandataires sociaux non exécutifs	Rémunérations attribuées en 2020 versées en 2021	Rémunérations attribuées en 2020 et versées en 2021 après approbation de l'AG 2021 <sup>(1)</sup>	Rémunérations attribuées en 2021 et versées en 2021 (acompte) <sup>(2)</sup>	Rémunérations attribuées en 2021 et versées en 2022 sous réserve de l'approbation de l'AG 2022
M. Maurice Alhadève	33 600 €	10 500 €	3 900 €	32 000 €
M. Patrick Choël	33 600 €	10 500 €	3 900 €	32 000 €
M <sup>me</sup> Dominique Cyrot	33 600 €	10 500 €	3 900 €	32 000 €
M <sup>me</sup> Chantal Roos	28 000 €	8 750 €	3 250 €	24 000 €
M <sup>me</sup> Marie-Ange Verdickt	33 600 €	10 500 €	3 900 €	32 000 €
M <sup>me</sup> Véronique Gabaï-Pinsky	28 000 €	8 750 €	3 250 €	24 000 €
<b>Total</b>	<b>190 400 €</b>	<b>59 500 €</b>	<b>22 100 €</b>	<b>176 000 €</b>

(1) L'Assemblée Générale du 23 avril 2021, dans sa huitième résolution avait décidé d'augmenter l'enveloppe annuelle de rémunération des membres du Conseil d'Administration à 250 000 euros, valable à compter de l'exercice 2020 et des exercices postérieurs jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

(2) Le Conseil d'Administration du 23 avril 2021 prenant acte d'une part, des nouvelles modalités de répartition de la rémunération des administrateurs conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 23 avril 2021 aux termes de sa 9<sup>e</sup> résolution, et d'autre part, du montant global maximum de la rémunération susceptible d'être attribuées aux administrateurs au titre de 2021 de 250 000 €, avait décidé à titre exception et exclusivement pour l'exercice 2021, de verser un acompte aux administrateurs.

Il s'agit exclusivement de rémunérations perçues au titre de leur fonction d'administrateur.

### 2.4 — Tableau récapitulatif des contrats de travail, retraites spécifiques, indemnités de départ et clauses de non-concurrence des dirigeants mandataires sociaux

Conformément à la Recommandation n° 18 du Code Middenext, il est précisé que le maintien du contrat de travail pour les Directeurs Généraux Délégués s'explique par la volonté de la Société de

faire bénéficier les Directeurs Généraux Délégués de la protection inhérente au contrat de travail, qui était antérieur à leurs mandats respectifs.

	Contrat de travail	Régime de retraite complémentaire	Indemnités ou avantages susceptibles d'être dus en cas de cessation ou changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
<b>M. Philippe Benacin – Président-Directeur Général</b>				
Dernier renouvellement du mandat : 27/04/2018				
Fin de mandat : AG 2023				
	Non	Oui	Non	Non
<b>M. Philippe Santi – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>				
Dernier renouvellement du mandat : 27/04/2018				
Fin de mandat : AG 2023				
	Oui	Oui	Non	Non
<b>M. Frédéric Garcia-Pelayo – Administrateur – Directeur Général Délégué</b>				
Dernier renouvellement du mandat : 27/04/2018				
Fin de mandat : AG 2023				
	Oui	Oui	Non	Non

Il a été constitué au bénéfice des cadres dirigeants un complément de retraite par capitalisation sous la forme d'une rente viagère.

Le bénéfice de ce régime à cotisations définies a été par la suite étendu à l'ensemble des cadres de la Société. Cette cotisation, qui est versée à un organisme privé de gestion par capitalisation, est prise en charge partiellement par les bénéficiaires et par l'employeur à hauteur de 4 fois le plafond de la Sécurité Sociale. Le montant de cotisation annuelle par bénéficiaire, mandataires sociaux

dirigeants, s'élève à 15 000 euros. La mise en place de ce régime de retraite complémentaire s'inscrit dans la politique globale de rémunération de la Société appliquée aux cadres dirigeants et aux «managers» de la Société.

Aucun dirigeant ne bénéficie d'éléments de rémunération, d'indemnité ou d'avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions de mandataire social de la Société ou postérieurement à celles-ci.

## 2.5 — Ratios d'équité et évolution des rémunérations et des performances

Ces ratios sont calculés conformément à l'article L.22-10-9 du Code de commerce, dans un souci de mise en conformité aux nouvelles exigences de transparence en matière de rémunération des dirigeants.

La synthèse, ci-après, présente, d'une part, le ratio entre le niveau de la rémunération du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués de la Société (rémunération fixe et

variable) et la rémunération moyenne des salariés (hors mandataires sociaux) et d'autre part, le ratio rapporté à la médiane de la rémunération des salariés (hors mandataires sociaux) de la Société, ainsi que l'évolution annuelle de la rémunération, des performances de la Société et de la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la Société, autres que les dirigeants au cours des cinq exercices les plus récents.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Évolution des performances du Groupe</b>					
Chiffre d'affaires <i>(en millions d'euros)</i>	422,0	455,3	484,3	367,4	560,8
Évolution N/N-1	15,4%	7,9%	6,4%	(24,1%)	52,6%
Résultat opérationnel <i>(en millions d'euros)</i>	60	66,2	73,1	46,9	98,9
Évolution N/N-1	20,7%	10,3%	10,4%	(35,8%)	110,9%
<b>Évolution des rémunérations hors mandataires sociaux</b>					
Rémunération moyenne des salariés (hors mandataires sociaux) <i>(en euros)</i>	76 143	82 612	86 616	81 982	86 007
Évolution N/N-1	2,4%	8,5%	4,8%	(5,4%)	4,9%
Rémunération médiane des salariés (hors mandataires sociaux) <i>(en euros)</i>	58 370	61 775	62 875	56 525	60 500
Évolution N/N-1	1,0%	5,8%	1,8%	(10,1%)	7,0%
<b>Évolution et ratios des rémunérations des mandataires sociaux</b>					
<b>Philippe Benacin – Président-Directeur Général</b>					
Rémunération brute <i>(en euros)</i>	490 000	591 000	602 000	592 000	620 500
Évolution N/N-1	(3,4%)	20,6%	1,9%	(1,7%)	4,8%
Ratios d'équité sur rémunération moyenne	6,44	7,15	6,95	7,22	7,21
Évolution N/N-1	-3,38 points	+0,71 points	-0,20 points	+0,27 points	-0,01 points
Ratios d'équité sur rémunération médiane	8,39	9,57	9,57	10,47	10,26
Évolution N/N-1	-0,38 points	+1,18 points	+/- points	+0,90 points	-0,21 points
<b>Philippe Santi – Directeur Général Délégué</b>					
Rémunération brute <i>(en euros)</i>	666 000	702 000	727 500	706 500	715 750
Évolution N/N-1	11,3%	5,4%	3,6%	(2,9%)	1,3%
Ratios d'équité sur rémunération moyenne	8,75	8,50	8,40	8,62	8,32
Évolution N/N-1	+0,70 points	-0,25 points	-0,10 points	+0,22 points	-0,30 points
Ratios d'équité sur rémunération médiane	11,41	11,36	11,57	12,50	11,83
Évolution N/N-1	+1,06 points	-0,05 points	+0,21 points	+0,93 points	-0,67 points
<b>Frédéric Garcia-Pelayo – Directeur Général Délégué</b>					
Rémunération brute <i>(en euros)</i>	666 000	702 000	727 500	706 500	715 750
Évolution N/N-1	11,3%	5,4%	3,6%	(2,9%)	1,3%
Ratios d'équité sur rémunération moyenne	8,75	8,50	8,40	8,62	8,32
Évolution N/N-1	+0,7 points	-0,25 points	-0,10 points	+0,22 points	-0,30 points
Ratios d'équité sur rémunération médiane	11,41	11,36	11,57	12,50	11,83
Évolution N/N-1	+1,06 points	-0,05 points	+0,21 points	+0,93 points	-0,67 points

## Annexe 3

## Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président-Directeur Général (9<sup>e</sup> résolution de l'AG du 29 avril 2022)

Il sera demandé à l'Assemblée Générale du 29 avril 2022 de statuer sur les éléments fixes, variables ou exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2021 ou attribués au titre de l'exercice 2021 à Monsieur Philippe Benacin, Président-Directeur Général.

Après avoir mesuré l'atteinte des objectifs fixés à Monsieur Philippe Benacin pour l'année 2021, le Conseil d'Administration du 24 janvier 2022 a arrêté la rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2021 à 140 000 €, de la façon suivante :

Critères	Poids du critère	Minimum (80%)	Objectif (100%)	Maximum (120%)	Final atteint	Montant correspondant (en euros)
Chiffre d'affaire consolidé 2021	25%	20%	25%	30%	30%	37 500 €
Résultat opérationnel consolidé 2021	25%	20%	25%	30%	30%	37 500 €
Croissance externe	10%	8%	10%	12%	8%	10 000 €
Supervision des filiales	10%	8%	10%	12%	10%	12 500 €
Gestion contrats licence Rochas	10%	8%	10%	12%	10%	12 500 €
Relation avec les marques	10%	8%	10%	12%	12%	15 000 €
Développement d'une politique RSE & Gouvernance	10%	8%	10%	12%	12%	15 000 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>80%</b>	<b>100%</b>	<b>120%</b>	<b>112%</b>	<b>140 000 €</b>

Le Conseil d'Administration a arrêté la part fixe des rémunérations du Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2021 et l'objectif ciblé 2021 de la part variable annuelle de sa rémunération, ainsi que les autres éléments de rémunération comme suit :

Éléments de la rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2021	Montants ou valorisations comptables soumis au vote	Descriptif
Rémunération fixe	468 000 € Montant versé et attribué	-
Rémunération variable annuelle versée au cours de l'exercice 2021	152 500 € Montant versé après approbation de l'Assemblée Générale 2021	-
Rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2021	140 000 € Montant à verser après approbation de l'Assemblée Générale 2022	Voir le tableau de la structure de la rémunération variable annuelle ci-dessus
Rémunération exceptionnelle	-	-
Attribution gratuite d'actions	-	-
Attribution de stock options	-	-
Avantages de toute nature	10 800 € Valorisation comptable	Mise à disposition d'un véhicule de fonction

## Annexe 4

### Tableaux de synthèse des délégations et autorisations financières accordées par l'Assemblée Générale au bénéfice du Conseil d'Administration (Art. L.225-37-4 du Code de commerce)

#### Synthèse des délégations et autorisations financières en vigueur

Nature des délégations et autorisations	Limites d'émission	Délégations et autorisations utilisées	Date d'expiration
<b>Délégations et autorisations données par l'Assemblée Générale du 26 avril 2019</b>			
Autorisation en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux (13 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 1% du capital au jour de l'attribution	Non utilisée	25/06/2022
Autorisation d'attribuer gratuitement des actions de la Société aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux (14 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 3% du capital au jour de l'attribution	Non utilisée	25/06/2022
<b>Délégations et autorisations données par l'Assemblée Générale du 24 juin 2020</b>			
Délégation en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (12 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 30 000 000 euros (actions) et 100 000 000 euros (titres de créance)	Non utilisée	23/08/2022
Délégation en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange (13 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 9 000 000 euros <sup>(1)</sup> (actions) 50 000 000 euros (titres de créance)	Non utilisée	23/08/2022
Délégation en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier (14 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 9 000 000 euros <sup>(1)</sup> (actions) 15 000 000 euros (titres de créance)	Non utilisée	23/08/2022
Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription (16 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 10% de l'émission initiale	Non utilisée	23/08/2022
Délégation en vue d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital (17 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 10% du capital au jour de l'Assemblée Générale <sup>(1)</sup>	Non utilisée	23/08/2022
Délégation en vue d'émettre des actions réservées aux salariés du Groupe adhérent d'un PEE (18 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 2% du capital au jour de l'émission <sup>(1)</sup>	Non utilisée	23/08/2022



<b>Nature des délégations et autorisations</b>	<b>Limites d'émission</b>	<b>Délégations et autorisations utilisées</b>	<b>Date d'expiration</b>
<b>Délégations et autorisations données par l'Assemblée Générale du 23 avril 2021</b>			
Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (14 <sup>e</sup> résolution)	Dans la limite de 50 000 000 euros	Délégation utilisée par délibération du Conseil d'Administration du 3 juin 2021 avec la création de 5 198 840 actions nouvelles pour un montant de 15 596 520 euros	22/06/2023

(1) Imputation sur le plafond global de 10% du capital au jour de l'émission (19<sup>e</sup> résolution de l'AG 2020).

## Texte des résolutions

### Projet de texte des résolutions à caractère ordinaire

#### — Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 – Approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par un bénéfice de 59 801 199,62 euros.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global, s'élevant à 63 201 euros, des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, ainsi que l'impôt correspondant.

#### — Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par un bénéfice (part du Groupe) de 71 095 000 euros.

#### — Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 suivante :

##### Origine

Bénéfice de l'exercice 59 801 199,62 €

##### Affectation

Réserve légale	1 559 652,00 €
Dividendes	53 756 014,06 €
Report à nouveau	4 485 533,56 €

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,94 euro.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis, soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8% (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40% (article 200 A, 13, et 158-du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2%.

Le détachement du coupon interviendra le 16 mai 2022.

Le paiement des dividendes sera effectué le 18 mai 2022.

En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport aux 57 187 249 actions composant le capital social au 31 décembre 2021, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le montant affecté au compte de report à nouveau serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2018	30 505 596 € <sup>(1)</sup> soit 0,71 € par action		
2019	-		
2020	28 593 624,90 € <sup>(1)</sup> soit 0,55 € par action		

(1) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

— **Quatrième résolution**

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et approbation de ces conventions

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées qui lui a été présenté, l'Assemblée Générale approuve les conventions nouvelles qui y sont mentionnées.

— **Cinquième résolution**

Nomination de Madame Constance Benqué, en qualité d'administratrice

L'Assemblée Générale décide de nommer Madame Constance Benqué en adjonction aux membres actuellement en fonction, en qualité d'administratrice, pour une durée de 4 années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

— **Sixième résolution**

Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur Général et/ou de tout autre dirigeant mandataire social

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président-Directeur Général et/ou de tout autre dirigeant mandataire social présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 en partie 4, paragraphe 2.1. et notamment au paragraphe 2.1.1.

— **Septième résolution**

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des administrateurs présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 en partie 4, paragraphe 2.1. et notamment au paragraphe 2.1.1.

— **Huitième résolution**

Approbation des informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce mentionnées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 en partie 4, paragraphe 2.2.

— **Neuvième résolution**

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Philippe Benacin, Président-Directeur Général

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Philippe Benacin, Président-Directeur Général, présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 en partie 4, paragraphe 2.3.

— **Dixième résolution**

Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier, pour une période de dix-huit mois, conformément aux articles L.22-10-62 et suivants et L.225-210 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite d'un nombre maximal d'actions ne pouvant représenter plus de 2,5%, du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente Assemblée, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 23 avril 2021 dans sa 13<sup>e</sup> résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Interparfums par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;

- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe ;
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et Sociétés liées, ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et Sociétés liées ;
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration appréciera, étant précisé que le Conseil ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation en période d'offre publique initiée

#### Projet de texte des résolutions à caractère extraordinaire

- **Douzième résolution**  
Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'annuler les actions propres détenues par la Société notamment celles rachetées dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, en application des articles L.225-204 et L.22-10-62 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes :

- 1) Donne au Conseil d'Administration l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la Société détient ou pourra détenir notamment par suite des rachats

par un tiers visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

La Société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 125 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est fixé à 178 710 125 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

- **Onzième résolution**  
Ratification du transfert de siège social du 4 rond-point des Champs-Élysées – 75008 Paris au 10 rue de Solférino 75007 Paris

L'Assemblée Générale connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, ratifie expressément la décision prise par le Conseil d'Administration dans sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2022 de transférer le siège social du 4 rond-point des Champs-Élysées – 75008 Paris au 10 rue de Solférino 75007 Paris à effet au 28 mars 2022.

réalisés dans le cadre de l'article L.22-10-62 du Code de commerce ou par tout autre moyen ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et fixe à vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation.

- 2) Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 3) Donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la Société et accomplir toutes les formalités requises.

— **Treizième résolution**

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et, notamment, de ses articles L.225-129-2, L.228-92 et L.225-132 et suivants :

Délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour procéder à l'émission, à titre gratuit ou onéreux, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies,

- d'actions ordinaires ;
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

- 1) Fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 2) Décide de fixer, ainsi qu'il suit, les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :

Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 30 000 000 euros.

À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 100 000 000 euros.

Les plafonds visés ci-dessus sont indépendants de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

- 3) En cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence dans le cadre des émissions visées au 1) ci-dessus :
  - a. décide que la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
  - b. décide que si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1), le Conseil d'Administration pourra utiliser les facultés suivantes :
    - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, dans les limites prévues par la réglementation,
    - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
    - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.
- 4) Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Conseil d'Administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.
- 5) Décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions et déterminer le prix d'émission, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.
- 6) Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 7) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### — Quatorzième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public (à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier) et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment ses articles L.225-129-2, L.225-136, L.22-10-51, L.22-10-52, L.22-10-54 et L.228-92 :

Délègue au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre au public à l'exclusion des offres visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies :

- d'actions ordinaires ;
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

Ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur titres répondant aux conditions fixées par l'article L.22-10-54 du Code de commerce.

Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

- 1) Fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 2) Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 9 000 000 euros.

À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'impute sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la dix-neuvième résolution.

Le montant nominal des titres de créance sur la Société susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 50 000 000 euros.

Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus en matière de montant nominal des titres de créance par les autres résolutions de la présente Assemblée.

- 3) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'Administration la faculté de conférer aux actionnaires un droit de priorité, conformément à la loi.
- 4) Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%.
- 5) Décide, en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, que le Conseil d'Administration disposera, dans les conditions fixées à l'article L.22-10-54 du Code de commerce et dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission.
- 6) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1/, le Conseil d'Administration pourra utiliser les facultés suivantes :
  - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- 7) Décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et

prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.

- 8) Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 9) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

— **Quinzième résolution**

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la Société ou d'une Société du groupe) et/ou à des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment ses articles L.225-129-2, L.225-136, L.22-10-52, et L.228-92 :

Délègue au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre visée au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies :

- d'actions ordinaires ;
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance.

Conformément à l'article L.228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute Société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

- 1) Fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 2) Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 9 000 000 euros, étant précisé qu'il sera en outre limité à 20 % du capital par an.

À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'impute sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la dix-neuvième résolution.

Le montant nominal des titres de créance sur la Société susceptible d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 15 000 000 euros.

Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus en matière de montant nominal des titres de créance par les autres résolutions de la présente Assemblée.

- 3) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance faisant l'objet de la présente résolution.
- 4) Décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant le début de l'offre, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%.
- 5) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1/, le Conseil d'Administration pourra utiliser les facultés suivantes :
  - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- 6) Décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et plus généralement faire le nécessaire en pareille matière.

- 7) Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.
- 8) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

— **Seizième résolution**

Autorisation, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, de fixer, dans la limite de 10% du capital par an, le prix d'émission dans les conditions déterminées par l'Assemblée

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions de l'article L.22-10-52, alinéa 2, du Code de commerce autorise le Conseil d'Administration, qui décide une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en application des quatorzième et quinzième résolutions, soumise aux dispositions de l'article L.22-10-52 alinéa 1 du Code de commerce, à déroger, dans la limite de 10% du capital social par an, aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre selon les modalités suivantes :

Le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre de manière immédiate ou différée ne pourra être inférieur, au choix du Conseil d'Administration :

- soit au cours moyen pondéré de l'action de la Société le jour précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5% ;
- soit à la moyenne de 3 cours consécutifs cotés de l'action choisis parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%.

— **Dix-septième résolution**

Autorisation d'augmenter le montant des émissions

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration décide que, pour chacune des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières décidées en application des treizième à quinzième résolutions, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions prévues par les articles L.225-135-1

et R.225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée.

— **Dix-huitième résolution**

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L.225-129-6, L.225-138-1 et L.228-92 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail :

- 1) Délègue sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.
- 2) Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions et aux valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation.
- 3) Fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation.
- 4) Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 2% du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'Administration de réalisation de cette augmentation, ce montant s'imputant sur le plafond global concernant le montant nominal maximum des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la dix-neuvième résolution.

À ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.



Décide que le prix des actions à émettre, en application du 1<sup>er</sup> de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 30 %, ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans, à la moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne.

- 5) Décide, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'Administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote et pourra décider en cas d'émission d'actions nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfices ou primes nécessaires à la libération desdites actions.
- 6) Prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'Administration pourra ou non mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

#### — Dix-neuvième résolution

Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux quatorzième, quinzième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer à 10 % du montant du capital social au jour de l'émission, le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu des quatorzième, quinzième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

#### — Vingtième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié (et/ou certains mandataires sociaux)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

- 1) Autorise le Conseil d'Administration, dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 à L.225-185, L.22-10-56 et L.22-10-57 du Code de commerce, à consentir en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ci-après indiqués, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi.
- 2) Fixe à trente-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente autorisation.
- 3) Décide que les bénéficiaires de ces options ne pourront être que :
  - d'une part, les salariés ou certains d'entre eux, ou certaines catégories du personnel, de la Société et, le cas échéant, des Sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce,
  - d'autre part, les mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L.225-185 du Code de commerce.
- 4) Le nombre total des options pouvant être octroyées par le Conseil d'Administration au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à souscrire ou à acheter un nombre d'actions supérieur à 0,5 % du capital social existant au jour de l'attribution.
 

À ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des bénéficiaires d'options en cas d'opération sur le capital de la Société.
- 5) Décide que le prix de souscription et/ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé le jour où les options seront consenties et sera au moins égal à la moyenne des cours cotés de l'action Interparfums lors des vingt séances de Bourse précédant le jour où l'option est consentie, sans pouvoir être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des achats effectués dans les conditions prévues à l'article L.22-10-62 du Code de commerce pour les seules options d'achat d'actions.

- 6) Décide qu'aucune option ne pourra être consentie pendant les périodes d'interdiction prévues par la réglementation.
- 7) Prend acte de ce que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.
- 8) Délégué tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et notamment pour :
  - fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires tels que prévus ci-dessus ; fixer, le cas échéant, les conditions d'ancienneté et de performance que devront remplir ces bénéficiaires ; décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions devront être ajustés notamment dans les hypothèses prévues aux articles R.225-137 à R.225-142 du Code de commerce ;
  - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée des options ne pourra excéder une période de 5 ans à compter de leur date d'attribution ;
  - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
  - le cas échéant, procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'options ;
  - accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront, le cas échéant, être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;
  - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.
- 9) Prend acte que la présente autorisation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet.

— **Vingtième et unième Résolution**

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié (et/ou certains mandataires sociaux)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

- 1) Autorise le Conseil d'Administration, dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 à L.225-185, L.22-10-56 et L.22-10-57 du Code de commerce, à consentir en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ci-après indiqués, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi.
- 2) Fixe à trente-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente autorisation.
- 3) Décide que les bénéficiaires de ces options ne pourront être que :
  - d'une part, les salariés ou certains d'entre eux, ou certaines catégories du personnel, de la Société et, le cas échéant, des Sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce,
  - d'autre part, les mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L.225-185 du Code de commerce.
- 4) Le nombre total des options pouvant être octroyées par le Conseil d'Administration au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à souscrire ou à acheter un nombre d'actions supérieur à 0,5 % du capital social existant au jour de l'attribution.
 

À ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des bénéficiaires d'options en cas d'opération sur le capital de la Société.
- 5) Décide que le prix de souscription et/ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé le jour où les options seront consenties et sera au moins égal à la moyenne des cours cotés de l'action Interparfums lors des vingt séances de Bourse précédant le jour où l'option est consentie, sans pouvoir être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des achats effectués dans les conditions prévues à l'article L.22-10-62 du Code de commerce pour les seules options d'achat d'actions.

- 6) Décide qu'aucune option ne pourra être consentie pendant les périodes d'interdiction prévues par la réglementation.
  - 7) Prend acte de ce que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.
  - 8) Délégué tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et notamment pour :
    - fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires tels que prévus ci-dessus ; fixer, le cas échéant, les conditions d'ancienneté et de performance que devront remplir ces bénéficiaires ; décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions devront être ajustés notamment dans les hypothèses prévues aux articles R.225-137 à R.225-142 du Code de commerce ;
    - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée des options ne pourra excéder une période de 5 ans à compter de leur date d'attribution ;
    - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- le cas échéant, procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'options ;
  - accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront, le cas échéant, être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;
  - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.
- 9) Prend acte que la présente autorisation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet.
- **Vingt-deuxième résolution**  
Pouvoirs pour les formalités
- L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

**SHIBUYA**  
TOKYO



**ALSTER**  
HAMBURG

**KARL LAGERFELD**

## Rapports des Commissaires aux Comptes

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

À l'Assemblée Générale de la Société Interparfums,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société Interparfums relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### — Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### — Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Justification des appréciations

##### – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues

sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### Évaluation des marques et autres immobilisations incorporelles

*Notes 1.7 et 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés*

##### — Risque identifié

Au 31 décembre 2021, les marques et les autres immobilisations incorporelles s'élèvent à 150 millions d'euros au regard d'un total bilan de 822 millions d'euros. Ces actifs incorporels sont principalement constitués des dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition de licences ou de marques.

Ces actifs incorporels sont soumis à un test de perte de valeur en cas d'indice de perte de valeur pour les licences et les droits d'entrée de licences ou au minimum annuellement pour les marques en nom propres. Leur valeur recouvrable est déterminée :

- pour les licences et les droits d'entrée de licences, selon la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés sur la durée de vie des licences réelle ou estimée qui seront générés par ces actifs. Les données utilisées dans ce cadre proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis sur la durée de vie des licences par la Direction.
- pour les marques en nom propres, sur la base de la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité estimée à partir des flux prévisionnels issus des plans pluriannuels établis sur 5 ans actualisés à l'infini.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable de ces actifs immobilisés est inférieure à la valeur comptable. Les notes 1.7 et 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les modalités de réalisation des tests de perte de valeur.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs incorporels est un point clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la Société et parce que la détermination de leur valeur recouvrable, le plus souvent basée sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés, nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations par la direction de la Société.

#### — Notre réponse

Nous avons examiné les travaux réalisés par la Société et les modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur. Nous avons porté une attention particulière aux marques et contrats de licence pour lesquelles la valeur comptable est proche de la valeur recouvrable estimée.

Nous avons par ailleurs apprécié les principales estimations retenues par la direction pour établir les prévisions de flux de trésorerie à partir des informations disponibles, notamment les principales hypothèses utilisées dans les budgets établis par la direction, et apprécier leur cohérence avec les données externes de marché.

Nous avons apprécié la pertinence du taux d'actualisation retenu, avec l'assistance de nos experts en évaluation financière et nous avons réalisé nos propres tests de sensibilité.

Nous avons revu les calculs arithmétiques effectués par la Société et nous avons vérifié qu'une information appropriée est donnée dans les notes 1.7 et 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le Rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### **Autres Vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

- Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général Délégué. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Interparfums par votre Assemblée Générale du 1<sup>er</sup> décembre 2004 pour le cabinet Mazars et du 19 mai 1995 pour le cabinet SFECO & Fiducia Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Mazars était dans la 18<sup>e</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet SFECO & Fiducia Audit dans la 27<sup>e</sup> année dont 27 années depuis que les titres de la Société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le Gouvernement d'Entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le Contrôle Interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de Contrôle Interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'Audit Interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

#### — Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de

fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du Contrôle Interne ;

- il prend connaissance du Contrôle Interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du Contrôle Interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du Contrôle Interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de

l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Paris, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

**Mazars**

Guillaume WADOUX

**SFECO& FIDUCIA AUDIT**

Gilbert BERDUGO



## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'Assemblée Générale de la Société Interparfums,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Interparfums relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### — Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### — Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Justification des appréciations

#### – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Évaluation des immobilisations incorporelles

*Notes 1.4 et 2.1 de l'annexe aux comptes annuels*

#### — Risque identifié

Au 31 décembre 2021, les immobilisations incorporelles de la Société s'élèvent à 109 millions d'euros au regard d'un total bilan de 727 millions d'euros. Ces immobilisations incorporelles sont principalement constituées des dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition de licences ou de marques.

Les licences et les droits d'entrée de licences font l'objet d'un test de perte de valeur, au minimum annuellement, selon la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés qui seront générés par ces actifs. Les marques en nom propre font l'objet d'une évaluation annuelle selon la même méthode.

Leur valeur recouvrable est déterminée selon la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés qui seront générés par ces actifs. Les données utilisées dans ce cadre proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable.

Les notes 1.4 et 2.1 de l'annexe aux comptes annuels décrivent les modalités de réalisation de ces tests de perte de valeur.

Nous avons considéré que l'évaluation des immobilisations incorporelles est un point clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la Société et parce que la détermination de leur valeur recouvrable, le plus souvent basée sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés, nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations par la direction de la Société.

#### — Notre réponse

Nous avons examiné les travaux réalisés par la Société et les modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur. Nous avons porté une attention particulière aux marques et contrats de licence pour lesquelles la valeur comptable est proche de la valeur recouvrable estimée.

Nous avons par ailleurs apprécié les principales estimations retenues par la direction pour établir les prévisions de flux de trésorerie à partir des informations disponibles.

Nous avons apprécié la pertinence du taux d'actualisation retenu, avec l'assistance de nos experts en évaluation financière et nous avons réalisé nos propres tests de sensibilité.

Enfin, nous avons vérifié que les notes 1.4 et 2.1 de l'annexe aux comptes annuels donnent une information appropriée.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le Rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le Rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

- Informations relatives au Gouvernement d'Entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société

auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre Société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

#### — Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le Rapport de gestion.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

- Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général Délégué.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Interparfums par votre Assemblée Générale du 1<sup>er</sup> décembre 2004 pour le cabinet Mazars et du 19 mai 1995 pour le cabinet SFECO & Fiducia Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Mazars était dans la 18<sup>e</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet SFECO & Fiducia Audit dans la 27<sup>e</sup> année dont 27] années depuis que les titres de la Société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le Gouvernement d'Entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le Contrôle Interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de Contrôle Interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'Audit Interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### — Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du Contrôle Interne ;
- il prend connaissance du Contrôle Interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du Contrôle Interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du Contrôle Interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de

l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Paris, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

**Mazars**

Guillaume WADOUX

**SFECO& FIDUCIA AUDIT**

Gilbert BERDUGO

## Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

### **Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

À l'Assemblée Générale de la Société Interparfums,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la Société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale**

#### **— Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.225-38 Code de commerce.

#### **— Convention autorisée et conclue depuis la clôture**

Nous avons été avisés de la convention suivante, autorisée depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

- Convention de substitution conclue le 15 février 2022 avec la Société La Foncière du Rond-Point

*Personne concernée* : Jean Madar, administrateur de Interparfums<sup>SA</sup> et Président de la Société Jean Madar Holding qui est Directrice Générale de la Foncière du Rond-point.

#### *Nature, objet et modalités :*

L'objet de la convention est le suivant :

- le bénéfice, au profit d'Interparfums, de la promesse de vente signée par la Foncière du Rond-Point substituant Interparfums dans l'acquisition d'un bien immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal d'un million quatre cent vingt-cinq mille euros (1 425 000 €) payable comptant,
- le remboursement par Interparfums à La Foncière du Rond-Point
- de l'indemnité d'immobilisation, soit la somme de soixante et onze mille deux cent cinquante euros (71 250 €), et
- de la commission relative au mandat donné au titre de la promesse de vente pour un montant de soixante mille euros (60 000 €)TTC.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 24 janvier 2022.

La convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond-Point.

#### *Motifs justifiant de son intérêt pour la Société :*

Le Président indique aux membres du Conseil que l'acquisition du Bien Immobilier susmentionné constitue une réelle opportunité pour Interparfums en termes d'extension de l'immeuble Solférino et de valorisation sur le plan patrimonial de l'ensemble immobilier Solférino/Université.

— **Conventions autorisées depuis la clôture et non encore conclues**

Nous avons été avisés des conventions suivantes, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration depuis la clôture, mais qui ne sont pas encore conclues à la date du présent rapport.

- Convention de substitution avec la Société La Foncière du Rond-Point

*Personne concernée* : Jean Madar, administrateur de Interparfums<sup>SA</sup> et Président de la Société Jean Madar Holding qui est Directrice Générale de la Foncière du Rond-Point.

*Nature, objet et modalités* :

L'objet de la convention est le suivant :

- le bénéfice, au profit d'Interparfums, de la promesse de vente signée par la Foncière du Rond-Point substituant Interparfums dans l'acquisition d'un bien immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal de quatre millions quatre-vingt mille euros (4 080 000 €) payable comptant,
- le remboursement par Interparfums à La Foncière du Rond-Point de l'indemnité d'immobilisation, soit la somme de deux cent quatre euros (204 000 €),

La convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond-Point.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 2022.

*Motifs justifiant de son intérêt pour la Société* :

Le Président indique aux membres du Conseil que l'acquisition du bien immobilier susmentionné constitue une réelle opportunité pour Interparfums en termes d'extension de l'immeuble Solférino et de valorisation sur le plan patrimonial de l'ensemble immobilier Solférino/Université.

- Convention de substitution non encore conclue avec la Société La Foncière du Rond-Point

*Personne concernée* : Jean Madar, administrateur de Interparfums<sup>SA</sup> et Président de la Société Jean Madar Holding qui est Directrice Générale de la Foncière du Rond-Point.

*Nature, objet et modalités* :

L'objet de la convention est le suivant :

- le bénéfice, au profit d'Interparfums, de la promesse de vente signée par la Foncière du Rond-Point substituant Interparfums dans l'acquisition d'un bien immobilier situé 96 rue de l'Université 75007 Paris moyennant le prix principal de trois millions cent trente mille euros (3 130 000€) payable comptant,
- le remboursement par Interparfums à La Foncière du Rond-Point :
  - de l'indemnité d'immobilisation, soit la somme de cent cinquante-six mille cinq cents euros (156 500 €), et
  - de la commission relative au mandat donné au titre de la Promesse de vente pour un montant de cent vingt mille euros (120 000 €) TTC.

La convention de substitution ne fait l'objet d'aucune rémunération au profit de la Foncière du Rond-Point.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> mars 2022.

*Motifs justifiant de son intérêt pour la Société* :

Le Président indique aux membres du Conseil que l'acquisition du bien immobilier susmentionné constitue une réelle opportunité pour Interparfums en termes d'extension de l'immeuble Solférino et de valorisation sur le plan patrimonial de l'ensemble immobilier Solférino/Université.

**Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Courbevoie et à Paris, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

**Mazars**

Guillaume WADOUX

**SFECO& FIDUCIA AUDIT**

Gilbert BERDUGO

Mannequins non retouchés

# Girl

ROCHAS  
PARIS



LE NOUVEAU PARFUM





## Demande d'envoi de documents et de renseignements légaux

**Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2022**

**Visés par l'article R.225-83  
du Code de commerce**

À retourner à Interparfums par email :  
**relationsactionnaires@interparfums.fr**

Ou par courrier postal :

**Relations actionnaires,  
M<sup>me</sup> Karine Marty  
10 rue de Solférino,  
75007 Paris**

M<sup>me</sup> o M. o Société o

Nom (ou dénomination sociale) : .....

Prénom : .....

Adresse complète : .....

N° : ..... Rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

E-mail : .....

Propriétaire de : ..... actions nominatives

Et/ou de : ..... actions au porteur

Enregistrées auprès de<sup>(1)</sup> : .....

(1) Indication de la banque, de l'établissement financier ou de la Société de Bourse teneur de comptes des actions.

Sollicite l'envoi des documents et renseignements, visés à l'article R.225-83 du Code du commerce, rassemblés dans le Document d'Enregistrement Universel 2021, disponible sur le site [www.interparfums-finance.fr](http://www.interparfums-finance.fr) sous les rubriques « Informations réglementées » et « Assemblée générale ».

À : ..... le : ..... 2022

Signature :



NOTA : Conformément à l'article R.225-88 alinéa 3 du Code de commerce, à compter de la présente convocation de l'Assemblée et jusqu'au 5<sup>e</sup> jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire titulaire de titres nominatifs peut par une demande unique, solliciter de la Société l'envoi de documents et informations visés aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des Assemblées Générales d'actionnaires ultérieures. Dans ce cas l'actionnaire devra en porter mention sur la présente demande. Outre les renseignements figurant dans cette brochure, les informations prévues aux articles R.225-81 et R.225-83 sont rassemblées dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 qui est disponible sur le site [www.interparfums-finance.fr](http://www.interparfums-finance.fr) sous la rubrique « Investisseurs/Informations réglementées ».









Boucheron  
Coach  
Jimmy Choo  
Karl Lagerfeld  
Kate Spade  
Lanvin  
Moncler  
Montblanc  
Repetto  
Rochas  
S.T. Dupont  
Van Cleef & Arpels

[Interparfums.fr](http://Interparfums.fr)

# Interparfums